

LUTTE ANTI-TERRORISTE  
**Neuf éléments  
de soutien  
arrêtés par  
l'ANP en une  
semaine**

# Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

P2

Jeudi 30 janvier 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6358 - 21<sup>e</sup> année

**LE PRÉSIDENT REÇOIT LE VICE-PREMIER MINISTRE  
DE LA RUSSIE**

## Les Russes invités à investir en Algérie

LIRE EN PAGE 3



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier M. Dimitri Patrouchev, vice-Premier ministre russe

Ph : DR

**MENACES SUR LES ACTIVITES  
DE L'UNRWA**



**L'Algérie  
appelle à  
l'abrogation  
des « lois  
scélérates de  
la Knesset »**

P5

**IL LUI A REMIS UNE LETTRE  
DU PRÉSIDENT TEBBOUNE**

**Meziane reçu  
par le président  
de la Guinée  
équatoriale**

P3

**SÛRETÉ NATIONALE  
ET PROTECTION CIVILE**

**L'Algérie  
et l'Italie  
renforcent leur  
coopération**

P4

**HIPPODROME EMIR ABDELKADER -  
ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 15H30**

**Codex Bourbon,  
Eclair de L'Elle  
et Colibri du  
Vivier, le trio  
gagnant**

P21

LES COURSES EN DIRECT

**L'INESG ORGANISE UN COLLOQUE NATIONAL SUR LES MINES ANTIPERSONNEL**

## « On n'en a pas fini avec la France coloniale »

LIRE EN PAGE 2

### Pas touche à nos ressortissants !

**E**n convoquant, ce mardi, l'ambassadeur de France en Algérie, Stéphane Romatet, au sujet des traitements « provocateurs, dégradants et discriminatoires », réservés notamment aux voyageurs algériens dans les aéroports français, Alger a notifié à Paris un sérieux avertissement.

Le représentant français, en diplomate qu'il est, n'est pas sans saisir toute la portée de la mise en garde des autorités algériennes à ce sujet. Aussitôt mis au courant de la position algérienne qui ne tolère désormais aucun écart de conduite à l'égard de ses ressortissants en entrée sur le territoire français, Romatet a dû, en retour, communiquer, à ses supérieurs du Quai d'Orsay, le sentiment de désapprobation d'Alger.

Comme lors qu'il a été convoqué, une première fois, le 15 décembre 2024, au sujet de l'affaire d'espionnage de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) française, affaire derrière laquelle il y avait une tentative de déstabilisation de l'Algérie, l'ambassadeur français sait mieux que quiconque que les autorités algériennes ne laissent rien passer.

Ainsi, après avoir brandi une batterie de mesures (Visas, droits de douane, aide humanitaire et au développement et sanctions économiques !?) qu'il croit être suffisamment fermes pour « réussir à faire trembler l'Algérie », le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a choisi les basses œuvres. En mettant en place des mesures draconiennes pour contrôler et surveiller tous les faits et gestes des nos ressortissants qui entrent sur le sol français, les autorités aéroportuaires de Paris,

agissant à l'instigation du premier flic de France, provoquent les Algériens dans le but de justifier tout dispositif contraignant à leur égard. Mais, l'Algérie a anticipé les manœuvres et les agissements de Paris qui, à vrai dire, ne se trouvent pas dans les propos débités à profusion par Retailleau et consort. Il y a quelques jours en effet, le Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a présidé à Rome, capitale de l'Italie, une réunion de coordination et d'orientation avec les chefs de plusieurs postes consulaires. Il a été question, pour le diplomate algérien qui a notifié la désapprobation d'Alger à Romatet, de s'enquérir des préoccupations de ses compatriotes à l'étranger, pas seulement en France, mais aussi en Italie, l'Espagne et la Turquie. La protection des membres de la communauté nationale à l'étranger et la promotion de sa participation au développement du pays, sont deux objectifs qui vont au-delà des agitations de circonstance qui font courir certains ministres et diplomates français.

Farid Guellil

L'ÉDITO

L'INESG ORGANISE UN COLLOQUE NATIONAL SUR LES MINES ANTIPERSONNEL

# « On n'en a pas fini avec la France coloniale »

L'Institut national d'études de stratégie globale a organisé, hier, en son siège à Alger, un colloque national consacré et placé sous le thème : « L'élimination des mines antipersonnel entre l'épopée et le crime (défi, engagement et triomphe) ».

L'objectif de ce colloque étant de mettre en lumière l'une des facettes, parmi tant d'autres, les plus atroces de la colonisation française en Algérie. À savoir, la mise en place des tristement célèbres lignes Morice et Challe sur le long desquelles 11 millions de mines antipersonnel ont été plantées et qui ont fait, depuis l'indépendance, 3836 martyrs et des centaines de personnes amputées. Intervenant à l'ouverture de ce colloque, le Directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed, a introduit la thématique traitée et a présenté les communicants et les communications qui étaient au menu. C'est ainsi que depuis 1962, l'Armée de libération nationale avec l'aide des amis russes, a entamé les opérations de déminage jusqu'à ce qu'elle en finisse, en 2017, à éliminer tous les engins explosifs hérités de la France coloniale. D'emblée, Mohamed Lahcen Zeghidi, coordinateur de la commission nationale « Histoire et Mémoire », a, après avoir fait remarquer que les discussions sur ce dossier sensible interviennent dans un contexte de tensions, a qualifié les mines antipersonnel, tout comme les essais nucléaires dans le sud algérien, de crime ignoble par lequel l'ancienne puissance coloniale a cherché délibérément à massacrer les populations, à détruire les biens et à effacer l'identité et le patrimoine immatériel. « La France était prête à renoncer à Paris, mais jamais à l'Algérie », a indiqué



Ph. DR

Zeghidi faisant observer que les millions de mines antipersonnel placées par la France sur le long des lignes Morice et Challe visaient alors à couper le peuple de l'Armée de libération nationale (ALN), ainsi qu'à empêcher l'arrivée des armes pour alimenter les maquis. L'intervenant a, par ailleurs, dénoncé le refus de la France de remettre les plans de Morice et Challe à l'Algérie pour lui faciliter l'élimination des mines. Ce qui lui fait dire que la France avait « l'intention de tuer même après l'indépendance. » Mais, cela n'a pas empêché l'Algérie de lancer l'opération de déminage malgré les moyens limités dont elle disposait à l'époque. « Je salue le grand travail de l'ANP mené depuis 1962 », a affirmé Zeghidi, affirmant que les mines ont fait 3836 martyrs jusqu'à aujourd'hui, se référant aux chiffres du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit. « Nous n'avons pas encore fini avec la colonisation, notre ennemi éternel reste la France », a-t-il martelé.

## « 11 MILLIONS DE MINES POUR 9 MILLIONS D'ALGÉRIENS »

De son côté, Abdelaziz Boukenna, enseignant-chercheur de l'histoire à l'Université Alger 2 et représentant du ministère des Moudjahidine, a mis en avant « le plan infernal français » qui s'appuyait sur les tortures, les arresta-

tions massives, les enfumades, les mines etc. dans le but d'éliminer un grand nombre de populations. Autrement dit, l'ancienne puissance coloniale a fait appel à tous les moyens quitte à commettre un génocide, pour gagner sa guerre contre le peuple algérien, mais « elle a fini par perdre la guerre en Algérie, comme lors de la Première et la Deuxième guerre mondiale », a-t-il rappelé. Boukenna a ensuite affirmé que devant l'échec cuisant qu'elle avait essuyé partout, « la France a intégré le club du nucléaire pour se sauver ». Pour sa part, le colonel Rachid Messaoudi, représentant du ministère de la Défense nationale, a affirmé, lors de son intervention, que les crimes coloniaux ne peuvent pas être comptés sur les doigts d'une main, expliquant qu'à travers les 11 millions de mines qu'elle a plantées, la France coloniale a cherché à couper le peuple de l'ALN, empêcher l'entrée des armes via nos frontières, ainsi que préserver des intérêts économiques français et la protection des colons. Messaoudi a ensuite indiqué que l'ANP a accompli la mission de déminage avec succès, avec notamment l'aide de la Russie (1963 - 1965) avant qu'elle ne poursuive le travail jusqu'à la fin de l'opération en 2017 avec l'élimination d'un total de près de près de 8 millions de mines anti-

personnel. Au dernier bilan de cette opération, arrêté au 31 décembre 2023, un total de 8.926.619 mines ont été éliminées pour 62.000 hectares assainis. Le cadre de l'ANP a qualifié cette opération de « success-story » qui a valu à l'Algérie toute la reconnaissance internationale dans le domaine de déminage.

## « L'ALGÉRIE A HONORÉ LES ENGAGEMENTS D'OTTAWA »

Intervenant à cette occasion, le représentant du ministère des Affaires étrangères, Salim Berkat, est revenu sur la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Ottawa) pour réaffirmer que l'Algérie a honoré tous ses engagements en matière de réalisation des objectifs de déminage. À rappeler que notre pays a ratifié la convention d'Ottawa en 2001 et représente l'un des premiers pays à y adhérer. Berkat a précisé que l'Algérie a relevé tous les défis dans ce domaine. À savoir, la fin des souffrances des populations dues à ces mines sur le plan humanitaire, la mise à disposition de son expérience dans le domaine pour accompagner les efforts de pays, notamment en Afrique, pour le déminage, ainsi que la lutte pour l'interdiction des mines anti-personnel. Aujourd'hui, explique cet intervenant, l'Algérie œuvre pour « exporter » son expérience vers d'autres pays comme en Afrique où le cap est mis pour éliminer les mines antipersonnel.

Il convient de souligner que quatre autres communications ont été présentées à cette occasion. Il s'agit de Hosni kitouni, chercheur en histoire, de Nadia Othmania, cadre central et représentante du ministère de la Solidarité nationale (prise en charge des victimes des mines antipersonnel), Mohamed Djouadi, président de l'Association nationale des victimes des mines antipersonnel, Ghaithi El Nah El Bachir, diplomate sahraoui (expérience sahraoui dans la lutte contre les mines) ainsi que Ammar Mansouri, chercheur en Génie nucléaire.

Farid Guellil

SG ADJOINT DÉLÉGUÉ POUR LES AFFAIRES POLITIQUES ET LA POLITIQUE SÉCURITAIRE DE L'OTAN

## Saïd Chengriha reçoit Javier Colomina

Le général d'Armée Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a reçu, mardi au siège de l'état-major de l'ANP, Javier Colomina, secrétaire général adjoint délégué pour les affaires politiques et la politique sécuritaire de l'Otan, qui effectue une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Ont pris part à cette rencontre, des généraux-majors et des généraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation de l'Otan. Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation hôte, le général d'Armée a souligné que « cette visite reflétait la volonté des deux parties à renforcer la coopération commune dans le cadre de l'instauration des exigences de la stabilité et de la sécurité régionales ». « Votre visite reflète l'intérêt réservé par l'Otan au renforcement du dialogue avec l'Algérie, notamment en ce qui concerne l'instauration des facteurs de la stabilité et de la sécurité régionales. Elle constitue également une opportunité pour échanger les points de vue sur la situation dans la région et examiner les voies et moyens de développement de la coopération commune », a-t-il ajouté à l'adresse du responsable de l'Otan. « Nous considérons le dialogue méditerranéen de l'Otan, auquel l'Al-

gérie a adhéré en 2000, un cadre important qui permet de mener des concertations sur les questions de sécurité commune et de lutter plus efficacement contre les menaces qui affectent la sécurité de la région. Cette dernière étant une préoccupation permanente pour les pays des deux rives de la Méditerranée, l'Otan a adopté, lors du congrès de l'Organisation, tenu à Washington le mois de juillet passé, le Plan d'action du voisinage méridional que vous êtes chargé de coordonner », a-t-il relevé. Le général d'Armée a souligné que « l'engagement des deux parties dans le sens de la valorisation des mécanismes de coopération, a permis d'établir un partenariat solide et fructueux, qui permettra d'envisager de nouvelles opportunités pour une coopération utile et plus dense, pour les deux parties ». « Le dialogue entre l'Algérie et l'Otan traduit l'engagement des deux parties dans le sens de la valorisation des mécanismes de coopération, ce qui leur a permis d'établir un partenariat solide et fructueux qui se distingue par une dynamique de concertation, de coordination et d'échange d'expériences, qui s'est consolidée à la faveur des visites de haut niveau, effectuées de part et d'autre », a-t-il noté. « Tout en valorisant le niveau actuel de cette coopération, j'estime que notre coopération connaîtra un nouvel élan, à la faveur de l'adoption du Programme de partenariat individuel, en cours d'examen, ce qui permettra

d'envisager, pour les deux parties, de nouvelles opportunités pour une coopération utile et plus dense », a poursuivi le général d'Armée. De son côté, M. Javier Colomina s'est félicité de « la ferme volonté affichée par la partie algérienne pour promouvoir la coopération militaire bilatérale », en saluant « les efforts et le rôle axial de l'Algérie dans le domaine du maintien de la sécurité et de la stabilité de la région », conclut le communiqué.

## ENTRETIEN AVEC AHMED ATTAF

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier, au siège du ministère, Javier Colomina, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a permis de passer en revue l'état et les perspectives du dialogue et de la coopération entre l'Algérie et l'OTAN et d'échanger les analyses et les vues sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment les défis sécuritaires dans l'espace euro-méditerranéen et les développements de la situation au Moyen-Orient et dans la région sahélo-saharienne. La deuxième session du dialogue politique entre l'Algérie et l'OTAN s'est tenue dans le cadre de cette visite, conclut le communiqué.

R. N.

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

## Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés et cinq pistolets mitrailleurs de type kalachnikov ont été récupérés dans des opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 22 au 28 janvier à travers le territoire national, a indiqué, hier, un bilan opérationnel de l'ANP. Selon la même source, « dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 22 au 28 janvier 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national ». Dans le cadre de la lutte antiterroriste et au cours de deux opérations qualitatives à Tamanrasset et à Bordj Badji Mokhtar en Gême Région militaires (RM), « des détachements de l'ANP ont récupéré cinq pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets. Aussi, d'autres détachements de l'ANP ont arrêté neuf éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations », a souligné le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et « en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les RM, 67 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 144 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 1.911.257 comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'autres opérations distinctes », a ajouté la même source. À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et In Salah, « des détachements de l'ANP ont arrêté 394 individus et saisi 42 véhicules, 178 groupes électrogènes, 98 marteaux-piqueurs, 3 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite », a noté le communiqué. Ajoutant, dans ce cadre, que « 28 autres individus ont été arrêtés et trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, 10 fusils de chasse, deux pistolets automatiques, 95.420 litres de carburants, ainsi que 17 quintaux de tabacs et quatre tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, lors de différentes opérations ». Par ailleurs, les Gardes-côtes « ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 290 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 342 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE VICE PREMIER MINISTRE DE LA RUSSIE

# Les Russes invités à investir en Algérie

La déclaration de partenariat stratégique approfondi, signée par les présidents algérien et russe, lors de la visite officielle effectuée, en juin 2023 en Russie, par le président Abdelmadjid Tebboune, a insufflé un nouvel élan aux relations bilatérales, leur conférant, comme son nom l'indique, une dimension stratégique plus profonde, et a confirmé la volonté ancrée d'établir un partenariat mutuellement bénéfique entre l'Algérie et la Russie.



PH: DR

C'est dans cet esprit qu'ont débuté mardi à Alger, les travaux de la réunion d'experts préparatoire de la 12e session de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, prévue aujourd'hui jeudi, sous la coprésidence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, et du vice-Premier ministre russe, Dmitry Patrouchev. Les travaux de cette session seront sanctionnés par la signature d'un procès-verbal définissant une feuille de route commune pour la coopération économique, commerciale, scientifique et technique entre les deux pays. Hier, le président Abdelmadjid Tebboune a reçu Dmitri Patrouchev et la délégation qui l'accompagne.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa et de l'ambassadeur d'Algérie en Russie, Boumédiène Guennad. La réunion de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe intervient dans "un contexte bilatéral très positif caractérisé par une dynamique ascendante dans les relations bilatérales, à travers les mesures importantes prises ces dernières années par l'Algérie et la Russie, grâce à notre engagement commun à raffermir nos relations bilatérales prometteuses, sous la conduite des présidents Abdelmadjid Tebboune et Vladimir Poutine". C'est ce qu'a expliqué le directeur général Europe au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des

Affaires africaines, Toufik Djouama, qui a coprésidé l'ouverture de la réunion préparatoire, avec le directeur du Département du développement de la coopération bilatérale au ministère du Développement économique de la Fédération de Russie, Pavel Kalmychek, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Russie, Boumédiène Guennad, du chargé d'affaires à l'ambassade de Russie, Alexey Kotcheshkov, ainsi que de cadres et d'experts représentant divers départements ministériels, organismes et entreprises des deux parties. Les participants à cette réunion préparatoire se sont penchés deux jours durant, sur l'évaluation de la mise en œuvre des décisions issues de la 11e session de la Commission mixte tenue à Moscou les 25 et 26 octobre 2023. Il s'agit, a souligné Toufik Djouama, du "renforcement du dialogue et de la concerta-

tion de haut niveau entre les deux pays, de la consolidation du cadre de coopération bilatérale et du raffermissement des liens entre les entreprises algériennes et russes". La 12ème session représente une "nouvelle opportunité pour consolider les fondements de la coopération bilatérale et approfondir la coopération économique et technique dans plusieurs domaines d'intérêt commun", a ajouté Toufik Djouama. Partant de cette volonté ancrée d'établir un partenariat mutuellement bénéfique, il a invité les entreprises russes à investir en Algérie et à tirer parti des opportunités qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que des mesures incitatives prises par les autorités afin d'encourager les investissements étrangers directs, soulignant que l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine fait du pays "une porte d'entrée idéale pour le marché africain". De son côté, Pavel Kalmychek a rappelé que "l'Algérie est l'un des principaux partenaires de la Russie et un pays important en Afrique". Il a mis en avant "l'intérêt que portent les entreprises russes à l'investissement en Algérie et à la signature d'autres accords dans plusieurs domaines économiques afin d'augmenter le volume des échanges entre les deux pays". Les deux parties veulent renforcer les relations de coopération et de partenariat et les investissements bilatéraux dans tous les secteurs.

M'hamed Rebah

## ABDELKADER BENGRINA, CHEF D'EL-BINA : « Le programme du président Tebboune profite à toute la Nation »

Le président du Mouvement d'El-Bina, Abdelkader Bengrina a salué, les consultations politiques lancées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avec la classe politique, en prévision du dialogue national. « Nous saluons hautement cette démarche qui est une tradition consacrée par le président de la République et nous souhaitons parvenir à concrétiser le dialogue national stratégique qu'il avait annoncé », a déclaré le président du Mouvement d'El-Bina, au terme de l'audience que lui a accordée, ainsi qu'à la délégation l'accompagnant, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Indiquant avoir remis au président de la République « un document exhaustif comprenant tous les aspects politiques et socio-économiques », Bengrina a déclaré : « nous avons exprimé notre avis en toute clarté au président de la République qui l'a favorablement accueilli, ce qui conforte notre confiance en sa personne, en son action et en sa bonne foi ». Bengrina a en outre mis l'accent sur « la nécessité pour tout un chacun de veiller à l'application et à la mise en œuvre du programme du président de la République qui profitera, au final, à toute la nation algérienne et à ses futures générations ». « Il a été également question d'évoquer les différents dossiers sociaux, les questions liées à l'investissement, et la lutte contre la bureaucratie, ainsi que le renforcement des libertés et de la sécurité sanitaire et alimentaire », a-t-il souligné. Au volet international, le même responsable a indiqué avoir abordé « tous les aspects relatifs à la cause palestinienne, dont la réunification des rangs et la reconstruction ».

Sarah O.

MUSTAPHA HIDAQUI S'EXPRIME SUR LA HAUSSE DE LA BOURSE UNIVERSITAIRE :

## « Le montant dévoilé au moment opportun »

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a indiqué que la commission chargée de la révision de la bourse universitaire, créée sur ordre du président de la République, était à pied d'œuvre pour l'élaboration d'une proposition « pertinente ». Le ministre a révélé que la commission avait entamé l'élaboration de cette proposition qui sera soumise au président de la République. Il a

affirmé qu'il y a une « harmonie de vues entre les secteurs gouvernementaux », précisant qu'« une fois finalisée, la proposition sera dévoilée ». Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait ordonné, dimanche, en Conseil des ministres, la création d'une commission composée du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de

la jeunesse, et du ministre des Finances, et qui soumettra son rapport sur l'augmentation de la bourse universitaire lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres. Le président de la République avait également ordonné d'inclure la révision des systèmes de bourse et d'hébergement des étudiants universitaires dans le plan de réforme globale des œuvres universitaires.

Ania N.

## IL LUI A REMIS UNE LETTRE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE Meziane reçu par le président de la Guinée équatoriale

En sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a été reçu, hier à Malabo, par le président de la République de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, le ministre de la Communication a « remis une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à son homologue de Guinée équatoriale, lui transmettant ses salutations fraternelles ainsi que ses aspirations au renforcement des liens de la coopération bilatérale fructueuse », précise le communiqué. La rencontre a également été « l'occasion d'échanger les vues sur l'état et les perspectives des relations de coopération entre les deux pays et de passer en revue les moyens de les renforcer, en accord avec les visions communes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, en vue de soutenir le partenariat entre les deux pays », selon la même source. Au terme de ces entretiens, les deux parties ont souligné « l'importance de poursuivre la coordination et la concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment celles liées à l'agenda de l'Union africaine ».

R. N.

## CONCERTATIONS POLITIQUES Le Président reçoit le chef du Front El-Moustakbel

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Alger, le président du Front El-Moustakbel, Fateh Boutbig, ainsi que la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem, et du Conseiller du président de la République chargé de la direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd.

R. N.

STATUTS DES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ

## Une commission ad hoc pour examiner les imperfections

Une commission ad hoc chargée d'examiner et de corriger dans les meilleurs délais les insuffisances relevées dans les statuts particuliers des travailleurs de la santé a été créée mardi au niveau du ministère lors d'une réunion présidée par le ministre du secteur, Abdelhak Saihi. Selon un communiqué du ministère, Saihi a tenu une réunion avec les membres de la Fédération nationale de la santé, dans le cadre des rencontres programmées sur les questions relatives au dialogue et à la concertation avec les partenaires sociaux. Celle-ci a porté sur « les principaux axes de l'action syndicale ainsi que les propositions et les conditions facilitant son exercice pour une meilleure prise en charge des préoccupations des personnels du secteur », précise la même source. La rencontre a permis d'évoquer certaines insuffisances relevées dans les statuts notamment le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs », ajoute le communiqué. Le même communiqué relève, par ailleurs, que le ministre Saihi poursuivra ses rencontres avec les partenaires sociaux du secteur de la Santé jusqu'à la semaine prochaine.

A. N.

SÛRETÉ NATIONALE ET PROTECTION CIVILE

# L'Algérie et l'Italie renforcent leur coopération

Le ministre de l'Intérieur, s'est entretenu, à Rome, avec son homologue italien Matteo Piantadosi, sur la coopération bilatérale, les deux parties ayant souligné la nécessité de poursuivre les efforts communs sur les plans sécuritaire et de développement, indique un communiqué du ministère.

«**D**ans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Italie, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, s'est entretenu, mardi au siège du ministère italien de l'Intérieur, avec son homologue italien M. Matteo Piantadosi, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Italie, du directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Badaoui, et de cadres supérieurs des deux côtés », précise le communiqué. Un Protocole de coopération en matière de formation policière, a été signé au début de cette rencontre, entre l'École supérieure de police (ESP) «Ali Tounsi » et l'École italienne de formation des forces de police, qui prévoit de «nouveaux axes pour le renforcement des capacités et l'échange d'expertises dans diverses spécialités policières », ajoute le communiqué. L'entretien a permis d'«évaluer la coopération entre les deux parties qui connaît un progrès considérable, et de s'accorder sur nombre d'activités bilatérales à même de renforcer la dynamique actuelle, notamment dans les domaines de la Sûreté nationale, la Protection civile, la formation, la coopération



décentralisée et le développement économique local ». Il a également été convenu de «renforcer la coordination sécuritaire dans un cadre bilatérale et multilatérale, pour faire face aux menaces sécuritaires communes, telles que la migration clandestine, le trafic de drogue et les réseaux criminels organisés », selon la même source.

Cet accord, «premier du genre, constitue un nouveau cadre à même de renforcer la dynamique actuelle entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays», selon le communiqué. Il inclut des mécanismes pratiques pour l'échange d'expertises en matière de formation et de développement de compétences, et de méthodes de formation théorique et pratique, outre la formation des formateurs, notamment dans les nouveaux domaines, en réponse aux défis actuels, de même qu'il per-

met de réaliser des études conjointes dans les axes liés à l'action policière». À cette occasion, il a également été convenu de l'élaboration d'un plan d'action commun pour la mise en œuvre du protocole, et ce, lors de la visite de responsables de la police italienne en Algérie prévue dans les semaines à venir», ajoute le communiqué. Hier, Ibrahim Merad, s'est rendu au siège de l'unité des opérations centrales de la sécurité de la police italienne, selon un communiqué du ministère, précisant qu'il a été accompagné par le DGSN, Ali Badaoui. Sur place, ils ont reçu des explications sur les interventions et les missions de cette unité italienne de la sécurité. Merad a également assisté à des exercices d'exhibition simulant les interventions des membres de cette unité.

Sarah O.

## DÉDIÉ AUX MÉTIERS DU TEXTILE ET DU CUIR Un centre d'excellence sera créé à Bouira

**D**ans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, ont annoncé, la création d'un Centre national d'excellence pour la formation et le développement des compétences dans les métiers du textile et du cuir à Bouira. L'annonce de ce projet d'envergure nationale, dont l'inauguration est prévue prochainement, a été faite lors d'une rencontre au siège du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, réunissant les deux ministres et plusieurs opérateurs économiques, publics et privés, activant dans les filières du textile et du cuir. Cette initiative vise à mettre en place des programmes de formation spécialisés pour répondre au manque de main-d'œuvre qualifiée dans ces métiers. Ce centre proposera des formations théoriques et pratiques adaptées aux besoins des acteurs économiques de chaque métier du textile et du cuir. Il garantira également la formation des formateurs et des experts du domaine à travers un conseil d'orientation pédagogique associant les professionnels et spécialistes du secteur. Dans cette optique, un référentiel de développement des compétences et une cartographie nationale des métiers du textile et du cuir seront élaborés en étroite collaboration entre les secteurs de l'Industrie et de la Formation professionnelle ainsi que les opérateurs de ces deux filières. Les industriels présents ont salué cette initiative et se sont félicités de leur implication dans ce projet structurant. Ce centre fait partie d'un réseau de Centres d'excellence spécialisés dans divers métiers industriels, dont la mise en place est prévue en coordination entre le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Les deux ministres ont insisté sur l'importance de cette coopération, affirmant que ces centres seront dotés des équipements et des ressources nécessaires pour assurer une formation de qualité aux jeunes et aux futures générations.

Sarah O.

FAID À PROPOS DE LA LUTTE CONTRE LES RISQUES DE BLANCHIMENT D'ARGENT :

## «2025 est l'année des grands défis»

**L**e ministre des Finances, Laâziz Faïd, qui a présidé une réunion de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, a affirmé que l'année 2025 sera une année de grands défis pour améliorer la performance du système national de lutte contre ces deux fléaux et pour réaliser la conformité maximale avec les normes internationales ». Il a également rappelé les principales actions réalisées en 2024, qui interviennent dans le cadre de « la mise en œuvre du plan d'action convenu et comprenant 13 mesures recommandées pour

garantir la sortie de l'Algérie de la liste des pays soumis au suivi renforcé dans les plus brefs délais, ainsi que les principales décisions adoptées par la commission nationale lors de la dernière réunion de 2024 ». À noter que l'ordre du jour des travaux de la réunion a porté sur un ensemble de priorités tracées, relatives à l'adaptation du système juridique national avec les normes internationales, ainsi qu'à la mise en œuvre du plan d'action convenu, en ce sens qu'il s'agit particulièrement d'amender et d'enrichir le cadre juridique, d'examiner et d'adopter un rapport sectoriel dans ce domaine.

La réunion a également connu la présentation par le représentant de la Banque d'Algérie (BA), d'un exposé concernant le 1er rapport sectoriel inhérent au secteur bancaire et à Algérie Poste (AP), sur les risques de blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, et ce en vue de son débat et de son adoption par la Commission nationale. Le second exposé a porté sur le suivi du déroulement des travaux de la Commission de coordination nationale dans un exposé conjoint entre le coordonnateur national et le président de la cel-

lule de traitement du renseignement financier, tandis que le chef du projet a présenté une communication sur l'état de la prise en charge des feuilles de route sectorielles. Au terme de cette réunion sanctionnée par un ensemble de décisions, Faïd a insisté sur « la nécessité d'intensifier et d'accélérer la cadence des travaux, en vue de réduire les délais, de renforcer la coordination entre les secteurs et de renforcer les groupes de travail avec de nouveaux membres, pour la réalisation des résultats escomptés », conclut le communiqué.

Ania N.

3E SESSION DES CONCERTATIONS POLITIQUES ALGÉRO-HONGROISES

## L'état des relations bilatérales passé en revue

**L**e Secrétaire général (SG) du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Lounès Magramane, a coprésidé, à Budapest, avec son homologue hongroise, la secrétaire d'État chargée des Relations bilatérales au ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Illés Boglarka, les travaux de la 3e session des concertations politiques algéro-hongroises, et ce dans le cadre de la visite qu'il effectue en République de Hongrie, indique un communiqué du MAE. «Cette session a été l'occasion de passer en revue l'état des relations bilatérales et d'explorer les voies et moyens de leur promotion, à travers le renforcement du dialogue politique et la mobilisation des moyens, à même de propulser la coopération économique, commerciale et technique dans tous les domaines, tels que l'investissement, les infrastructures, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, l'industrie pharmaceutique, la numérisation, la culture, le sport et le transport », précise le

communiqué. À cette occasion, Magramane s'est entretenu avec Péter Sztaray, secrétaire d'État à la politique de sécurité et à la sécurité énergétique, sur les questions régionales

et internationales d'intérêt commun, notamment les développements au Proche-Orient, dont la cause palestinienne et la situation à Ghaza, la question du Sahara occidental, la

région sahélo-saharienne, les opportunités de coopération dans le domaine de la migration, ainsi que la lutte contre le terrorisme, a conclu le communiqué.

A. N.

LE MAE TANZANIE EN ALGÉRIE SUR LES LIENS AVEC L'ALGÉRIE :

## «Nos relations sont basées sur la confiance, la fraternité et les valeurs africaines»

**D**ans le cadre de sa participation en tant que représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au sommet des chefs d'État africains sur l'énergie à Dar es-Salam en Tanzanie, le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab a remis un message écrit, adressé par le président de la République à la présidente de la République Unie de Tanzanie, Mme Samia Suluhu Hassan, a indiqué un communiqué du ministère. D'après la même source, «le message écrit a été remis, au nom de la présidente de la République unie de Tanzanie, au ministre des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine, M. Mahmoud Thabit Kombo». À cette occasion, M. Arkab a transmis à la Présidente tanzanienne «les salutations fraternelles de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», a précisé la

même source. Pour sa part, le ministre tanzanien des Affaires étrangères a chargé le ministre d'État de transmettre «les salutations fraternelles de la Présidente de la République unie de Tanzanie au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, réitérant la détermination de son pays à renforcer les relations de coopération bilatérale dans tous les domaines, notamment dans le secteur des hydrocarbures, de l'électricité, des énergies renouvelables et des mines», a ajouté le communiqué. M. Mahmoud Thabit Kombo a souligné «la solidarité des relations d'amitié historiques avec l'Algérie, marquées par la confiance et le soutien imprégnés des valeurs africaines et prônant la solidarité et l'unité entre les Africains », a conclu le communiqué.

L. Z.

MENACES SUR LES ACTIVITÉS DE L'UNRWA

# « L'Algérie appelle à l'abrogation des lois scélérates votées par la Knesset »

L'Algérie a affirmé mardi, par la voix de son représentant permanent auprès des Nations unies, l'ambassadeur, Amar Bendjama, à mettre fin aux allégations de l'entité sioniste concernant la neutralité de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), qui est la cible d'une véritable cabale orchestrée par les sionistes et soutenue par certaines puissances occidentales.



Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU

**M.** Bendjama a appelé dans le même cadre la communauté internationale à user de son poids pour exiger de l'entité l'abrogation des lois, votées par la Knesset composée d'une majorité d'extrémistes, interdisant l'activité de cette organisation dans les territoires occupés. Il a précisé dans ce cadre que "les attaques contre l'UNRWA et les campagnes de désinformation à son encontre ne sont pas nouvelles, d'autant que cette agence est ciblée, depuis sa création, car, tout simplement, symbolisant les réfugiés palestiniens et leur droit au retour que nul ne peut nier".

Il a rappelé à cette occasion, que la question de la neutralité de cette agence onusienne a été suscitée à maintes reprises, citant le rapport "Colonna" qui a indiqué que l'UNRWA avait "une approche plus développée en matière de neutralité par rapport à d'autres entités onusiennes et organisations non gouvernementales". Néanmoins, poursuit-il, "l'agence fait toujours face aux attaques et aux allégations", a-t-il souligné avant d'affirmer dans ce sens que "l'Algérie est profondément convaincue que ce genre d'allégations doit faire l'objet d'une enquête indépendante et approfondie. Il ne faut pas permettre à des allégations mensongères de saper le rôle vital de l'UNRWA", a-t-il dit. À ce propos, M.

Bendjama a souligné que le droit international était clair à cet égard. "L'entité sioniste, en tant que puissance occupante, doit assurer un traitement humain au peuple palestinien et répondre à tous ses besoins. De plus, cette entité n'a aucun droit de souveraineté sur les territoires palestiniens occupés, y compris El Qods-Est, un principe consacré par l'article 47 de la 4e Convention de Genève", a-t-il soutenu. Il a en outre qualifié les lois récemment adoptées par la Knesset, qui menacent l'existence même de l'UNRWA, de "violation flagrante du droit international", relevant la nécessité de rester "unis dans notre opposition à ces lois, tout en appelant à leur abrogation, étant une menace non seulement pour les droits des réfugiés palestiniens, mais également pour le tissu même de l'Ordre mondial". Il a rappelé que l'arrêt des opérations de l'UNRWA dans les territoires palestiniens constitue une condamnation à mort des Palestiniens, notamment les réfugiés tout en rappelant son rôle "vital" et qu'il est impossible de remplacer ou de se passer de ses services.

"Sans l'UNRWA, qui devra effectuer 9.500 consultations et visites médicales (...) et qui assurera la prise en charge psychologique d'un million de personnes ou encore la nourriture à 388.000 familles dépendant, pour leur survie, de l'Agence, et qui garantira le retour de 660.000 enfants palestiniens aux écoles de l'UNRWA, leur seule

chance d'accéder à l'enseignement?", s'est demandé M. Bendjama. Le représentant de l'Algérie à l'ONU a qualifié le personnel de l'UNRWA de héros, en mettant, quotidiennement leur vie au péril à Ghaza, un lieu désormais fatal pour les travailleurs dans le domaine humanitaire. "Notre devoir en tant que communauté internationale est de les protéger tout en leur assurant un environnement sûr pour poursuivre leur travail et sauver des vies", a-t-il soutenu. Depuis plus de 75 ans, l'UNRWA a été la ligne de vie pour le peuple palestinien en matière d'éducation, de prise en charge sanitaire et d'aide alimentaire, et a toujours fait partie intégrante de la vie de ces Palestiniens, depuis des générations, notamment au cours des 15 derniers mois de l'agression sioniste contre Ghaza. L'Agence est l'épine dorsale de la réponse humanitaire et « son rôle demeure essentiel même avec le cessez-le-feu », a-t-il souligné tout en rappelant que l'arrêt des opérations de l'UNRWA signifiait "une condamnation à mort pour les Palestiniens". Il y a lieu de rappeler que M. Bendjama s'exprimait lors d'un briefing tenu à la demande de l'Algérie, en sa capacité nationale, sur les défis auxquels est confrontée "l'UNRWA", à savoir l'interdiction par l'entité sioniste de l'agence dans les territoires palestiniens occupés. Dans le même cadre, le représentant permanent de la Russie auprès des Nations unies, Vassili Nabenzia, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU tenue le 28 janvier, a appelé les États-Unis à faire pression sur Israël pour qu'il lève l'interdiction qui pèse sur l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). «Israël n'oserait pas défier aussi cavalièrement la communauté internationale et violer le droit international s'il ne bénéficiait pas d'un soutien militaire et économique absolu et inconditionnel de la part des États-Unis», a déclaré Nebenzia dans son discours. «Nous exhortons nos collègues de Washington à revenir à la raison et à exercer la pression nécessaire afin d'éviter de nouvelles souffrances aux Palestiniens pacifiques», a-t-il ajouté.

La mobilisation de l'Algérie et des soutiens à la cause palestinienne et au triomphe du droit international pourrait amener la communauté internationale et notamment les parrains de l'entité sioniste à user de toute leur puissance pour abroger les lois scélérates votées par un parlement où siège une majorité de sionistes et de fascistes qui ont tout fait pour saborder le plan de la solution à deux États et pour nier le droit à la vie aux palestiniens auxquels ils tentent d'imposer une nouvelle « "Nekba" par une déportation dans les pays voisins, un plan qui est actuellement dans sa phase de mise en œuvre malgré le refus de l'Égypte et la Jordanie d'y coopérer.

L. Z.

Slimane B.

## LA PROPOSITION DU PLAN « PURGER GHAZA » DE TRUMP INQUIÈTE Sécurité ou exil forcé ?

La dernière prise de position de Donald Trump sur Ghaza a suscité de vives critiques. Dans un éditorial, le Guardian a vivement critiqué les déclarations du président américain, soulignant que ses propos menacent même les maigres espoirs que nourrissent actuellement les Palestiniens.

Alors que des milliers de Palestiniens retournent dans le nord de Ghaza, un territoire dévasté, Trump a exprimé sa volonté de "nettoyer" Ghaza de ses habitants. Bien que ses suggestions soient irréalistes, elles suscitent une inquiétude grandissante. Selon le Guardian, les Palestiniens reviennent dans leurs foyers, bien que peu de leurs maisons soient encore debout. Les hôpitaux, les écoles et les infrastructures essentielles ont été réduits en ruines. Certains retrouvent des proches disparus, d'autres recherchent des corps, tous sont à la quête d'un espoir parmi les débris de leur vie d'antan.

Les propositions de déportation des Palestiniens résonnent comme une mélodie pour l'extrême droite israélienne, et il est fort probable qu'elles soient destinées à renforcer le soutien de Netanyahu au sein de sa coalition. Le Guardian alerte également sur les tensions croissantes entre Israël et l'ONU au sujet de l'avenir de l'UNRWA, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens. Un projet de loi israélien, qui prévoit de mettre fin à toute coopération avec l'agence, devrait entrer en vigueur ce jeudi.

En attendant, les besoins humanitaires sont immenses, et les experts affirment qu'aucune autre organisation ne possède les ressources nécessaires pour fournir un soutien à long terme comme l'UNRWA. Parallèlement, la question du cessez-le-feu et de la libération des prisonniers palestiniens reste en suspens. Le passage à la phase suivante, où Israël devrait se retirer complètement de Ghaza et où le groupe Hamas devrait désarmer, semble de plus en plus complexe.

Le climat d'incertitude est exacerbé par les attaques israéliennes sur Jénine, en Cisjordanie occupée, où des responsables israéliens ont évoqué une nouvelle orientation dans les objectifs de guerre. En outre, les tensions se poursuivent sur le front libanais, où l'armée israélienne a tiré sur 26 manifestants s'opposant à sa présence. Le délai de retrait des troupes israéliennes, négocié dans le cadre d'un cessez-le-feu, a été prolongé jusqu'au 18 février.

Le Guardian met en lumière un danger grandissant : les déclarations de Trump qui, ce week-end, ont évoqué l'idée de "purger" Ghaza en expulsant temporairement ou de manière prolongée 1,5 million de Palestiniens, vers la Jordanie ou l'Égypte. Après des décennies de déplacement forcé, il est peu probable que les Palestiniens croient un jour à un retour. Cela semble être une nouvelle Nakba. L'idée a été relancée par Trump lundi dernier, évoquant l'Indonésie comme une alternative, une proposition loin d'être anecdotique. Le président américain a suggéré que les Palestiniens pourraient y vivre "en toute sécurité et confortablement", une déclaration qui a provoqué une vive réprobation. Le Guardian souligne que cette proposition de déportation forcée serait une grave violation du droit international et constituerait un crime de guerre. Pour l'extrême droite israélienne, ces propos tombent à pic.

Destinées à renforcer la position de Netanyahu, ces idées ont aussi pour effet de renforcer la vision de Trump sur les Palestiniens comme un obstacle à ses projets immobiliers et à ses ambitions dans la région, telles que la vente de la "grande transaction" qu'il a longtemps évoquée. En dépit de la rhétorique officielle des États-Unis en faveur d'une solution à deux États, les actions de Trump suggèrent que cette solution reste largement théorique. Pourtant, le Guardian rappelle que, même dans ce contexte difficile, les Palestiniens ont toujours besoin d'un avenir dans un État indépendant, libre de tout contrôle externe.

M. Seghilani

LE MINISTRE YUCEF BELMEHDI :

## « Le rôle de l'imam est important dans la lutte contre les fléaux sociaux »

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehti, a souligné depuis la wilaya d'Ouled Djellal «l'importance du rôle de l'imam dans la lutte contre les fléaux sociaux».

S'exprimant à l'APS en marge de sa visite de travail dans cette wilaya, le ministre a précisé qu'«outre la prise en charge des personnes qui fréquentent les mosquées, l'imam doit se servir de ses prêches pour évoquer les divers phénomènes incompatibles avec notre société et raffermir les constantes de la nation pour préserver l'Algérie glorieuse». Lors de son inspection à Sidi Khaled des travaux de restauration de l'ancienne mosquée Khaled ibn Sinane El Absi, monument du patrimoine national culturel et

religieux, M. Belmehti a invité «les chercheurs à mettre en lumière la personnalité de Khaled ibn Sinane en tant qu'un des symboles religieux nationaux». Au début de sa visite à la wilaya, le ministre a suivi un exposé sur le projet d'étude, de suivi et de réalisation de la mosquée pôle du chef-lieu de wilaya présenté par le directeur des équipements publics, Hamza Salem, qui a souligné que «cette structure mobilisant 400 millions DA du trésor public comprendra cinq pavillons de 7.800 m2 de superficie». «C'est un pôle religieux et un plus pour la wilaya», a considéré le ministre. M. Belmehti qui était accompagné du wali d'Ouled Djellal, Abderahmane Dehimi a supervisé le lancement d'une caravane de solidarité sous le

slogan «hiver chaud», affirmant que «cette initiative s'inscrit dans le sillage du travail caritatif mené par le ministère pour renforcer les valeurs morales et humanitaires et assister autrui». Le ministre a également inspecté «le chantier de réalisation du nouveau siège de la direction locale des affaires religieuses et des wakfs et inauguré la mosquée El Imane au chef-lieu de wilaya». C dernier a présidé à l'institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Semati-Bouzid «l'ouverture d'une journée d'étude sur Khaled ibn Sinane El Absi et les sources du patrimoine islamique, abordant la vie de cette figure et analysant l'ouvrage qui lui a été consacré par cheikh Abdelmadjid Habba.

L'ENTITÉ SIONISTE POURSUIT SES BOMBARDEMENTS

# 17 martyrs en 9 jours à Jénine

*L'armée de l'occupant sioniste poursuit pour le neuvième jour consécutif son offensive meurtrière contre la ville de Jénine et son camp, laissant derrière elle un bilan tragique de 17 martyrs, des dizaines de blessés et d'arrestations, ainsi qu'un saccage systématique des habitations et infrastructures.*



Les forces de l'occupation ont mené une campagne de destruction de grande ampleur, incendiant et dynamitant les maisons dans plusieurs quartiers du camp. Elles ont rasé la mosquée Hamza, située dans la rue Mahyoub, et intensifié leurs frappes, notamment avec une attaque de drone sur la place du Cinéma, blessant un jeune palestinien, qui a ensuite été empêché de recevoir des soins avant d'être arrêté. L'armée d'occupation a également bloqué l'accès des ambulances aux blessés, notamment dans la zone industrielle de Jénine. Au nord de la ville, deux Palestiniens ont été violemment agressés par des soldats de l'occupant près du poste de contrôle d'Al-Jalama, tandis qu'un autre jeune homme a été arrêté à l'aube dans le quartier d'Al-Bayader. Le jeune Osama Omar Abu Al-Hija, 25 ans, a été assassiné suite au bombardement israélien de la place du Cinéma. Des renforts massifs ont été

**TULKAREM SOUS LE FEU : ASSAULTS ET DESTRUCTIONS MASSIVES**

déployés à partir du poste d'Al-Jalama, avec l'introduction de bulldozers de petit gabarit pour faciliter les incursions dans les ruelles du camp. Ces engins ont rasé des maisons, élargi des routes et facilité l'accès des troupes aux différents quartiers. Les habitants de la place du Cheval ont été expulsés de force, alors que les bulldozers détruisaient les infrastructures vitales aux abords de l'école Al-Zahraa et dans les quartiers d'Al-Olub et Al-Damj. Des affrontements violents ont opposé les combattants de la résistance palestinienne aux forces d'occupation, notamment sur la place du Cinéma et dans le secteur d'Al-Hisba. L'armée israélienne a déployé ses blindés dans plusieurs secteurs stratégiques de la ville. Plus de 100 maisons ont été détruites ou incendiées, et l'accès des secours reste entravé.

maisons et les tirs à balles réelles contre la population palestinienne. Mardi soir, une unité spéciale israélienne a assiégé une maison à Tulkarem sous un déluge de tirs. Parallèlement, les forces d'occupation ont envahi la localité de Sa'ir, au nord-est d'Elkhalil, et mené des raids à Ramallah et dans la région de Bir Al-Mahjar. Selon des sources israéliennes, l'armée de l'occupant a déjà rasé au moins 60 bâtiments en une semaine. Des sources palestiniennes avancent un chiffre encore plus alarmant de près de 100 maisons démolies ou incendiées. Un haut responsable militaire israélien a déclaré que l'objectif de cette opération est d'éradiquer totalement la résistance palestinienne à Jénine, affirmant que cette offensive pourrait durer plusieurs mois. Face à cette escalade, la résistance palestinienne poursuit son combat, tandis que la communauté internationale reste largement silencieuse face aux crimes de l'occupant sioniste.

**GHAZA : DES CORPS RETROUVÉS SOUS LES RUINES**

Alors que le cessez-le-feu à Gaza entre dans son onzième jour, des milliers de Palestiniens déplacés reviennent vers le nord et le centre du territoire via la route côtière Al-Rachid, après le retrait de l'armée de l'occupant sioniste du secteur de Netzarim. Cependant, la réouverture de cette zone révèle l'ampleur des massacres commis durant l'offensive. Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé avoir retrouvé 14 corps en état de décomposition le long de cette route, témoignant de la violence extrême subie par les habitants. La répression ne se limite pas aux raids militaires. L'Autorité des Affaires des Prisonniers palestiniens a annoncé que deux détenus originaires de Gaza, Mohammad

Sharif Al-Asli et Ibrahim Adnan Ashour, sont tombés en martyrs dans les geôles de l'occupant sioniste. Aucune explication n'a été fournie par les autorités israéliennes sur les circonstances de leur décès, mais ces nouvelles pertes viennent s'ajouter à une longue liste de violations des droits des prisonniers palestiniens.

**RÉOUVERTURE IMMINENTE DU POSTE-FRONTIÈRE DE RAFAH**

Sur le front humanitaire, l'Égypte s'apprête à rouvrir le poste-frontière de Rafah, selon le gouverneur du Nord-Sinaï, Khaled Mowajer. Ce dernier a affirmé à la chaîne Al-Hurra que « le passage devrait être opérationnel sous peu » du côté palestinien, précisant qu'une mission de l'Union européenne se rendra sur place pour superviser son fonctionnement en coordination avec les autorités palestiniennes. Mowajer a assuré que la partie égyptienne du poste est « totalement prête » pour accueillir les blessés palestiniens et recevoir l'aide humanitaire, mais a indiqué que le côté palestinien nécessitait encore des travaux de réhabilitation en raison des destructions causées par l'agression israélienne. Il a toutefois affirmé que l'Égypte continuerait à recevoir les blessés et les malades de Gaza pour leur offrir un traitement médical dans ses hôpitaux, tout en facilitant l'entrée des convois humanitaires vers l'enclave palestinienne. Alors que le retour des déplacés à Gaza révèle l'étendue des crimes commis par l'occupant sioniste, la situation humanitaire reste alarmante et la répression israélienne s'intensifie en Cisjordanie occupée. Pendant ce temps, la communauté internationale demeure largement silencieuse face aux violations flagrantes des droits des Palestiniens.

*M. Seghilani*

ISRAËL INTENSIFIE LES FRAPPES SUR LE SUD-LIBAN

## Les attaques aériennes exacerbent l'escalade

La situation au Sud-Liban se détériore, avec de nouvelles frappes israéliennes. Ce mercredi, visant la ville de Maghdal Selm, dans la région de Nabatieh. Selon le ministère libanais de la Santé, cinq personnes ont été blessées dans cette attaque menée par des drones israéliens. La veille, mardi, 36 autres personnes ont été blessées dans des bombardements aériens israéliens ayant ciblé Nabatieh, l'une des principales villes du sud du Liban. L'armée israélienne a également procédé à l'arrestation de quatre personnes aux abords de la ville frontalière de Maroun al-Ras, avant de libérer trois d'entre elles ce mercredi. Bien que des discussions sur un retrait israélien du Sud-Liban aient eu lieu, Israël n'a pas encore retiré toutes ses forces de la région. Le gouvernement israélien a déclaré qu'il continuerait de mener des actions contre toute menace envers son territoire et ses citoyens. La résistance libanaise a réagi fermement à ces attaques. Mohamed Raad, un dirigeant du groupe, a déclaré que « le droit du peuple libanais de résister à l'occupation et aux agressions sionistes est un droit légitime et sacré. Ce droit est exercé au moment et à l'endroit que nous jugeons nécessaires pour contrer les objectifs de l'ennemi et pour préserver la sécurité, la souveraineté et les intérêts du Liban. » Le mois dernier, un cessez-le-feu entre la résistance et Israël avait été conclu, mettant fin à un conflit violent qui a fait des milliers de victimes depuis son déclenchement à la suite des événements à Gaza en 2023. Ce cessez-le-feu, facilité par des négociations internationales, stipule le retrait progressif des troupes israéliennes du Sud-Liban. La date limite initiale pour ce retrait était fixée au 26 janvier, mais les États-Unis ont annoncé dimanche dernier un prolongement jusqu'au 18 février 2025. Le Premier ministre libanais par intérim, Najib Mikati, a exprimé ses préoccupations face à

la situation actuelle et a appelé le général américain Jasper Jeffers, responsable de la commission de surveillance du cessez-le-feu, à exercer des pressions sur Israël pour qu'il respecte l'accord conformément au droit international. Mikati a également remercié le Comité international de la Croix-Rouge pour ses efforts ayant permis la libération de neuf Libanais emprisonnés par Israël mardi. Ces derniers événements surviennent alors que le ministère de la Santé libanais a fait état de 24 martyrs et 141 blessés suite aux frappes israéliennes sur le Sud-Liban dimanche et lundi, alors que des milliers de Libanais tentaient de retourner chez eux malgré les menaces du gouvernement israélien. La tension reste vive et le Sud-Liban continue d'être un point de friction majeur dans cette guerre prolongée.

**BEYROUTH CONVOQUE L'AMBASSADEUR US APRÈS LA PROLONGATION DU CESSÉZ-LE-FEU PAR WASHINGTON**

Au lendemain de la convocation de l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, la situation reste tendue au Liban, alors qu'Israël continue ses violations du territoire libanais. Le Premier ministre sortant, Najib Mikati, a exprimé son mécontentement après la décision unilatérale de Washington de prolonger le cessez-le-feu entre la résistance libanaise et l'armée de l'occupant sioniste jusqu'au 18 février, alors que son terme était initialement prévu pour le 26 janvier. Lors de sa rencontre avec l'ambassadrice américaine Lisa Johnson et le général Jasper Jeffers, chef du comité international de surveillance du cessez-le-feu, Mikati a dénoncé le non-respect par Israël des dispositions de la résolution 1701 de l'ONU. « Le Liban a respecté ses engagements, mais Israël retarde son retrait et multiplie les violations », a-t-il souligné. Malgré cette impasse, il a annoncé, après consultation avec les plus hautes autorités libanaises,

l'acceptation de poursuivre les efforts pour la mise en œuvre du cessez-le-feu jusqu'à la nouvelle échéance. De son côté, Nabih Berry, président du Parlement libanais, a rappelé que cette prolongation devait être conditionnée à un arrêt immédiat des agressions israéliennes, à la fin des destructions de maisons et à un engagement concernant la libération des prisonniers. Cependant, alors que le Liban tente d'apaiser les tensions, l'occupant sioniste a de nouveau violé la souveraineté libanaise en lançant, mardi soir, deux frappes aériennes sur la région de Nabatieh. La première a visé Nabatieh al-Fawqa, blessant 20 personnes, tandis que la seconde a touché Zawtar al-Sharqiya, faisant quatre blessés supplémentaires, selon le ministère libanais de la Santé. Un drone israélien aurait ciblé un véhicule civil dans la zone, provoquant une explosion retentissante. Najib Mikati a condamné ces nouvelles attaques, qu'il a qualifiées de « violations flagrantes de la souveraineté libanaise et de la résolution 1701 », et a exigé une réaction ferme du comité de surveillance. Ces frappes interviennent alors que les habitants du sud du Liban continuent de retourner dans leurs villages, après l'expiration du délai initialement accordé à Israël pour son retrait. Par ailleurs, le secrétaire général de la résistance libanaise, cheikh Naïm Qassem, a réaffirmé son refus de toute prolongation du retrait israélien, soulignant qu'« un seul jour de plus constitue une agression contre la souveraineté libanaise ». Il a insisté sur le fait que la résistance se réserve le droit de répondre à l'occupant au moment et de la manière qu'elle jugera appropriés. Alors que la situation reste explosive, l'avenir du cessez-le-feu et le respect des engagements internationaux par Israël demeurent incertains, plongeant la région dans une tension grandissante.

**UN DÉPUTÉ LIBANAIS DÉNONCE L'AGRESSION ISRAËLIENNE ET RÉAFFIRME LE DROIT À LA RÉSISTANCE**

Le président du bloc parlementaire «Loyauté à la Résistance», Mohammad Raad, a fermement condamné les récentes attaques menées par l'occupant sioniste contre les localités de Nabatieh al-Fawqa et Zawtar al-Sharqiya, dans le sud du Liban. Raad a dénoncé ces agressions comme une nouvelle preuve de la menace permanente que représente Israël pour la région. « Cet assaut est une confirmation supplémentaire du danger constant que constitue l'entité sioniste », a-t-il déclaré, ajoutant que « la tolérance internationale envers ces violations répétées a permis à cet occupant de poursuivre son arrogance et son mépris des lois internationales ». Le député a souligné que ces agressions ne font que renforcer la conviction du peuple libanais, ainsi que celle de toutes les nations libres, quant à leur droit légitime de résister à l'occupation et aux attaques. « Le droit de notre peuple au Liban de faire face aux agressions et à l'occupation est un droit légitime et sacré, qu'il exercera au moment et à l'endroit qu'il jugera opportuns », a-t-il insisté. Raad a également affirmé que la résistance populaire et la mobilisation de l'État doivent aller de pair lorsqu'il s'agit de protéger le pays et ses citoyens. Ses déclarations s'inscrivent dans la continuité des propos du secrétaire général de la résistance libanaise, cheikh Naïm Qassem, qui avait récemment dénoncé l'occupation israélienne persistante de territoires libanais comme une atteinte à la souveraineté nationale. Alors que les attaques israéliennes se poursuivent, la résistance libanaise et les forces politiques du pays réitérent leur détermination à défendre la souveraineté du Liban face aux violations répétées de l'occupant sioniste.

*M. S.*

**TIZI-OUZOU.** STOCKAGE DES CÉRÉALES

## Quatre silos en cours de réalisation

Quatre (4) centres de proximité (silos) destinés au stockage des céréales et légumes secs sont en cours de réalisation à Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi de la direction locale des services agricoles (DSA).

D'une capacité globale de 50.000 quintaux, les quatre structures, réalisées dans le cadre du programme des pouvoirs publics visant à augmenter les capacités de stockage, sont réparties à travers les différents bassins agricoles et céréaliers de la wilaya, Draâ El-Mizan et Draâ Ben-Khedda à l'Ouest et Souamaâ et Fréha à l'Est. Elles permettront de renforcer les capacités de la wilaya qui sont actuellement de près de 270.000 quintaux, dont 120.000 quintaux au niveau de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et 150.000 au niveau du groupe agro-industriel public, Agrodiv. L'ensemble des procédures administratives ont été réglées et les travaux de réalisation lancés récemment, avoisinant les 40% à Draâ-El-Mizan et Draâ Ben-Khedda et sont autour de 10% à Souamaâ et Fréha. La production annuelle de la wilaya en céréales et légumes secs avoisine les 120.000 quintaux auxquels s'ajoute les quantités de blé d'importation qui sont, également, stockées, a-t-on expliqué de même source. Dans un autre registre quelques 4.733 unités sont concernées à Tizi-Ouzou par l'opération de recensement de la production nationale lancée lundi sous le slogan "Un recensement global pour



une économie intégrée" à partir du siège de la direction de wilaya du commerce.

### PLUS DE 4.700 UNITÉS CONCERNÉES PAR LE RECENSEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE

Le recensement des 4.733 unités de production de la wilaya sera assuré par un effectif total de 141 agents, dont 108 recenseurs et 33 chargés du suivi et de la synthèse des données collectées, issus de la direction du commerce, de l'antenne du registre de commerce et de la Chambre de commerce et d'Industrie Djurdjura.

Le but de l'opération est d'avoir une base de données précise et complète sur les différents produits nationaux en vue de

réguler le marché, assurer l'équilibre entre l'offre et la demande et prévenir tout déséquilibre pouvant entraîner une pénurie ou une spéculation sur les prix, a indiqué le directeur du commerce Abdelkrim Merabet.

Elle vise aussi à évaluer les capacités de production au niveau de la wilaya en vue d'accompagner les opérateurs à l'exportation en cas d'enregistrement d'un excédent de production et connaître les produits qui manquent sur le marché local en vue d'orienter l'investissement vers l'activité concernée ou à défaut aller vers l'importation du produit concerné, a-t-il ajouté. Tous les moyens humains et matériels sont mobilisés pour réussir l'opération, a assuré le même responsable.

**EL-BAYADH.** JUMELAGE DES HÔPITAUX

## Plus de 120 consultations médicales spécialisées effectuées à Ghassoul

Plus de 120 consultations médicales spécialisées ont été effectuées au profit des citoyens de la commune de Ghassoul (wilaya d'El Bayadh), dans le cadre d'une convention de jumelage de l'Etablissement public hospitalier (EPH) "Mohamed Boudiaf" d'El-Bayadh et l'Etablissement public de santé de proximité de Brezina, a-t-on appris, mardi, auprès des organisateurs de cette initiative. La directrice de l'EPH "Mohamed Boudiaf", Mme Hammi Lamia, a indiqué à l'APS que ces consultations, menées hier (lundi) au niveau de la polyclinique de la commune de Ghassoul, ont été assurées par une équipe médicale spécialisée en chirurgie générale, orthopédie, pédiatrie et gastro-entérologie. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des conventions périodiques entre les établissements publics de santé, vise à rapprocher les services médicaux des citoyens, réduisant ainsi les déplacements des patients pour se faire soigner loin de leur lieu de résidence, a fait savoir la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE

## Portes ouvertes pour présenter aux jeunes les opportunités

La Maison de la culture et des arts Mohamed-Belkheir à El-Bayadh, accueille des journées portes ouvertes dédiées au secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, destinées à faire connaître aux jeunes les opportunités de formation disponibles pour la session Février, a-t-on appris des organisateurs.

Outre la Maison de la culture et des arts Mohamed-Belkheir, ces journées portes ouvertes, qui ont débuté lundi, se tiennent simultanément au niveau de tous les établissements de formation de la wilaya, indique-t-on. Elle s'inscrit dans le cadre des recommandations du ministère de tutelle visant à intensifier les campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'offre de formation disponible pour la prochaine session de février.

L'objectif à travers cette initiative est de fournir également des conseils pour aider les jeunes à choisir des spécialités adaptées à leurs capacités et leurs centres d'intérêt, tout en expliquant les modalités d'inscription via la plateforme numérique "Takwine", proposée par le ministère de tutelle. Par ailleurs, durant ces deux journées, une exposition des produits réalisés par les stagiaires des différents établissements de formation a été organisée.

Pour la session de février, le secteur de la formation dans la wilaya d'El-Bayadh propose 47 nouvelles spécialités, notamment dans des domaines tels que l'irrigation agricole, le contrôle de la qualité, l'agro-alimentaire, la mécanique de réparation des systèmes à pression pneumatique et hydraulique, ainsi que la conduite et la maintenance des engins agricoles, a-t-on fait savoir de même source. Ces nouvelles spécialités viennent s'ajouter aux plus de 100 spécialités déjà disponibles dans la région. Il est à souligner que les inscriptions pour cette session se poursuivront jusqu'au 17 février prochain via la plateforme numérique "Takwine", sans recours aux documents papier. Dans la wilaya, le secteur de la formation professionnelle propose plus de 5.100 places pédagogiques, réparties sur différents niveaux et modes de formation.

**MÉDÉA.** PROTECTION CIVILE

## Plus de 4.300 citoyens formés en secourisme

Plus de 4.369 citoyens de la wilaya de Médéa ont été formés en secourisme de masse par la Protection civile depuis 2010, rapporte un bilan communiqué mardi.

"Depuis le lancement de l'opération en 2010 et à ce jour, au total, 4.369 secouristes bénévoles ont été formés par la Protection civile, dont 294 citoyens formés durant l'année 2024, et ce, à la faveur de l'opération "un secouriste pour chaque famille+", a-t-on précisé. Sur un autre volet, le même document portant sur le bilan des activités de la Protection civile durant l'année 2024 relève une baisse des décès causés par les accidents de la route en 2024 comparativement à 2023. Ainsi, 40 morts ont été déplorés dans 1.668 accidents de la circulation enregistrés sur le réseau routier de la wilaya de Médéa durant l'année 2024, contre 54 décès enregistrés dans 1.646 accidents de la route recensés au cours de l'année 2023, selon la même source qui a noté que le nombre

des blessés était de 2.068 en 2024 et de 1.956 en 2023. Concernant les accidents liés au monoxyde de carbone, la Protection civile déplore dans son bilan quatre décès par asphyxie au monoxyde de carbone, pendant l'année 2024 où 163 victimes ont pu être réanimées à temps et sauvées d'une

mort certaine. Il est également signalé, sur un autre volet, cinq décès par noyade au niveau des plans d'eau interdit à la baignade disséminés à travers la wilaya, en dépit de la multiplication des campagnes de sensibilisation et de prévention organisées au cours de l'année dernière. Sur

le plan de la lutte contre les incendies de forêts et les feux de récolte, la Protection civile a comptabilisé 28 incendies de forêts ayant provoqué la destruction de 49 hectares de plantation forestière, en plus de 205 feux qui ont engendré la perte de 68 hectares de couvert végétal.

**SKIKDA.** SANTÉ

## Mise en service du 1er appareil d'IRM dans le secteur public

Le premier appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) du secteur public de santé de la wilaya de Skikda a été mis en service mardi à l'établissement hospitalier Abderazak Bouhara suite à un don du groupe Sonatrach. Le wali, Saïd Akhrouf accompagné du secrétaire général du groupe Sonatrach, Abderazak Zerouki, a présidé la cérémonie de mise en service de cet appareil d'imagerie par résonance magnétique. Dans une déclaration à l'APS, le directeur local de la santé, M. Larbi Zerouki, a indiqué que cet appareil, dont le coût est supérieur à 270 millions DA, est le premier du genre dans le secteur public de cette wilaya. Cet équipement bénéficiera aux habitants de la wilaya qui

recouraient aux cliniques privées et hôpitaux des autres wilayas pour effectuer un contrôle par imagerie médicale, selon le même responsable. Installé au niveau de la plateforme technique de l'établissement hospitalier Abderazak Bouhara, cet appareil qui assure une imagerie d'une grande précision des différentes parties du corps humain permet un diagnostic précis, a-t-il noté. Le même responsable local a ajouté que les établissements sanitaires de la wilaya de Skikda comptent cinq services de radiologie dotés de scanners et d'appareil d'échographie et un sixième scanner sera acquis "courant 2025" pour l'établissement public hospitalier de Tamalous.

**MOSTAGANEM. SONELGAZ**

# Le programme d'investissement dépasse les 28 milliards de DA

La valeur du programme d'investissement du groupe Sonelgaz dans la wilaya de Mostaganem dépasse les 28 milliards de dinars, a-t-on appris, lundi, des services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a tenu, lundi, une réunion avec les responsables et les cadres du groupe Sonelgaz, notamment les filiales de production et de transport d'électricité, pour examiner les projets en cours de réalisation dans la wilaya, en particulier le projet de la centrale électrique de Sonaghter (commune de Mostaganem). La valeur du programme d'investissement du groupe public dans la wilaya, couvrant l'ensemble des opérations, dépasse les 28 milliards de DA, a ajouté la même source.

Concernant la centrale de Sonaghter, en cours de réalisation sur une superficie de plus de 40 hectares, M. Boudouh a affirmé la disponibilité des services de la wilaya à accompagner ce projet vital, qui a atteint un taux d'avancement de 87%, a-t-on expliqué. Le groupe Sonelgaz mise sur cette centrale, la plus grande de son genre au niveau national, avec une capacité de production de 1.450 MW, pour répondre à la demande croissante en énergie électrique et renforcer l'efficacité énergétique, a précisé la même source. Lors de cette réunion, il a été aussi question des projets de raccordement des périmètres et des exploitations agricoles au réseau d'électricité rurale. Le wali a insisté sur la nécessité de mettre en place un programme de développement prenant en compte l'expansion urbaine de la ville ainsi que les différents secteurs d'investissement industriel, agricole et touristique. Sonelgaz avait annoncé, en juillet dernier, la mise en service partielle de la centrale de Sonaghter qui est dotée, signale-t-on, d'une capacité de production de 450 MW dans une première phase, selon un com-

**MÉDÉA. CÉRÉALICULTURE**

## Une superficie de 86.000 ha déjà emblavée

Une superficie de 86.000 hectares a été emblavée en céréales à Médéa, au titre de la campagne labours-semailles 2024/2025, entamée en octobre dernier et qui va se poursuivre pendant encore quelques semaines, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). La superficie ensemencée à ce jour représente plus de 66% des objectifs d'emblavement fixés à 130.000 hectares, a fait savoir le DSA, Mahieddine Belhimer, précisant que les travaux de labour ont été réalisés sur 97.000 hectares, soit un peu plus de 74% des 130.000 hectares programmés. Sur les 86.000 hectares emblavés, 53.449 hectares ont été consacrés à la culture du blé dur, 8.782 hectares pour le blé tendre, près de 23.000 hectares pour l'orge, 1.159 hectares pour l'avoine, alors que d'autres parcelles ont été consacrées à la culture de légumineuses, a-t-il détaillé. "L'apport pluviométrique salvateur du mois de janvier devrait encourager les exploitants agricoles qui n'ont pas encore semé les parcelles labourées à franchir le pas et à éviter de retarder l'opération au risque de rater leur campagne", a estimé le responsable.



munié du groupe public. Le groupe, à travers sa filiale Sonelgaz Production Électricité, avait procédé à la mise en service partielle de la centrale hybride de Mostaganem à l'occasion des célébrations du 62<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance, a ajouté la même source. L'entrée en service de la première turbine à gaz, d'une capaci-

té de 450 MW, s'ajoute à une série de projets énergétiques majeurs que Sonaghter a réussi à mettre en œuvre, au cours des derniers mois.

Ces projets visent à renforcer le parc de production, à soutenir les capacités nationales et à améliorer l'approvisionnement des citoyens en électricité.

**BOUIRA. RECENSEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE**

## Plus de 1 800 unités concernées

Au total 1.874 unités de production du secteur public et privé sont concernées par le Recensement de la production nationale pour l'année 2025 à Bouira, où les autorités locales ont déjà donné le coup d'envoi de la caravane qui sillonne, dans le cadre de la 2<sup>e</sup> phase de cette opération, les différentes communes de la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction du commerce. Le coup d'envoi de cette opération de recensement a été donné par le secrétaire général de la wilaya, M. Faissal Bensaidi, en compagnie des responsables du secteur du commerce et de l'agriculture. " Cette campagne de recensement concerne 1.874 uni-

tés de production publiques et privées ", a expliqué à l'APS le directeur du commerce, Farouk Hamdaoui. Pour mener à bien cette campagne, 62 agents de contrôle ont été mobilisés par la direction du commerce, en plus du Laboratoire de la répression de la fraude, et des services de la Chambre de commerce et les services agricoles, selon les détails fournis par M. Hamdaoui. " L'objectif de cette opération, qui s'étalera sur 21 jours, est d'établir une base de données au niveau local à l'instar des autres wilayas du pays, afin de mettre en place un fichier national de la production nationale devant contenir toutes les informations et détails à propos des unités

de production ainsi que de leur capacité de production et d'exportation ", a expliqué le même responsable. Ce fichier national devra permettre, selon M. Hamdaoui, aux hautes autorités du pays de prendre les décisions concernant, notamment, l'approvisionnement du marché national en différents produits nationaux. A rappeler que la wilaya de Bouira dispose d'une importante zone industrielle à savoir celle de Sidi Khaled à Oued El Bardi, ainsi que de plusieurs zones d'activités, qui comptent des dizaines d'usines et d'unités spécialisées dans différents produits agroalimentaires, pharmaceutiques, ainsi qu'agricoles et industriels.

**SIDI BEL-ABBÈS. FORMATION PROFESSIONNELLE**

## Plus de 1.500 places pédagogiques réservées aux bénéficiaires de l'allocation chômage

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de Sidi Bel Abbès a réservé 1.580 places de formation pour les bénéficiaires de l'allocation chômage, lors de la session février, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction. La cellule de communication de la DFEP a précisé que les bénéficiaires de cette allocation suivront une formation théorique et pratique, au cours de la nouvelle session de février, dans tous les établissements de formation de la wilaya, afin d'obtenir un certificat de qualification préliminaire leur permettant d'acquérir des compétences dans divers domaines, contribuant ainsi à former une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins du marché de l'emploi local. Concernant le nombre de places pédagogiques ouvertes pour la session de février 2025 dans la wilaya, 4.780 places ont été

attribuées, réparties entre les instituts nationaux (INSFP) et les centres de formation professionnelle, a fait savoir la même source. Pour les nouvelles spécialités proposées pour la session de février prochain, la cellule de communication a souligné l'ouverture, pour la première fois, de la spécialité "fabrication de selles" prévue au centre de formation professionnelle et d'apprentissage Zagoug-Mehadji, dans la commune de Belarbi. A titre de rappel, lors de la session de septembre dernier, de nouvelles spécialités ont été ouvertes, pour la première fois, telles que la production pharmaceutique, l'aquaculture et la fabrication de fromages. La même source a précisé que le nombre d'inscrits pour la session de septembre 2024 avait atteint 7.112 dans la wilaya, dont 1.234 inscrits dans la formation destinée aux bénéficiaires de l'allocation chômage.

**EL-OUED. ÉNERGIE**

## Électrification de plus de 600 exploitations agricoles depuis le début l'année

Plus de 603 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électrification agricole, depuis le début de l'année en cours, à travers la commune d'Ourmas (15 km Nord-ouest d'El-Oued), a-t-on appris lundi auprès de la direction de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Retenue au titre du programme spécial portant électrification des exploitations agricoles, lancée en 2022, l'opération a nécessité un financement de 1,9 milliard DA, dont une contribution de 220 millions DA de la Sonelgaz, a indiqué le chargé de communication à la Sonelgaz-El-Oued, Habib Meslem.

Cette opération a ciblé notamment les exploitations localisées au niveau des périmètres agricoles de "Ahouad El-Djibs" et de "Nord El-Hadhoudi", créés dans le cadre de la stratégie d'octroi du foncier aux opérateurs agricoles, notamment les jeunes promus d'institutions universitaires et de formation. L'électrification de 297 exploitations agricoles du périmètre agricole de "Ahouad El-Djibs" a été réalisée à la faveur d'un réseau de 60 km linéaires, dont 52 km de moyenne tension et 8 km de basse tension, alimentées depuis 76 transformateurs électriques. Aussi, 306 exploitations agricoles localisées au niveau du périmètre "Nord El-Hadhoudi" ont été raccordées au réseau d'électrification à la faveur d'un réseau de 56 km linéaires, dont 44 km de moyenne tension et 12 km de basse tension, alimentés à partir de 77 transformateurs électriques, a ajouté M. Meslem. Près de 4.000 exploitations agricoles disséminées à travers les différentes communes de la wilaya d'El-Oued ont été raccordées, entre 2022 et 2024, au réseau d'électrification agricole, a-t-il rappelé.

**SAÏDA. HABITAT**

## Plus de 1 090 LPA distribués depuis l'année dernière

Plus de 1.090 logements promotionnels aidés (LPA) ont été distribués dans la ville de Saïda, depuis l'année dernière à ce jour, a-t-on appris auprès des services de la Wilaya. Ce quota de logements, de type F3 et F4, comprend 892 logements promotionnels aidés sous l'ancienne formule et 200 logements sous la nouvelle formule, répartis dans les quartiers "Essalem 2" et "Dahr Cheikh".

Par ailleurs, des travaux ont récemment été lancés pour la réalisation d'une nouvelle tranche de 300 logements de la même formule à Saïda. En outre, 648 logements promotionnels aidés sont en construction dans les communes de Sidi Boubekeur et Youb, avec un taux d'avancement compris entre 50 et 65 %, et leur livraison est attendue d'ici la fin de l'année. Le wali de Saïda Amoumène Mermouri a insisté, lors de sa dernière réunion la semaine dernière avec les responsables du secteur de l'habitat, sur la nécessité de renforcer les chantiers de ces logements avec de la main-d'œuvre et de respecter les délais légaux pour leur livraison aux bénéficiaires.

La direction de l'habitat de la Wilaya recense un programme total de logements promotionnels aidés à Saïda de 6.815 unités, dont 3.418 ont été achevées, 1.577 sont en cours de réalisation et le reste est sur le point d'être lancé.



ORAN. FORMATION PROFESSIONNELLE

## Plus de 6 300 inscrits à la session de février

La plateforme "Takwine", mise en place par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a enregistré plus de 6.300 demandeurs de formation pour la session de février 2025 dans la wilaya d'Oran, a indiqué, mardi, la direction locale du secteur.

Le nombre d'inscrits a été enregistré après seulement 15 jours de l'ouverture des inscriptions, le 12 janvier, et il est prévu que ce chiffre augmente à la fin de la période d'inscription, fixée au 15 février, a précisé à l'APS la responsable de l'information et de la communication au niveau de la direction susmentionnée.

La période des inscriptions a vu un afflux quotidien et important de candidats sur les bureaux d'accueil et d'orientation dans les établissements de



formation pour se renseigner sur les modalités d'inscription et les spécialités proposées.

Une cellule d'écoute a également été mise en place au niveau des bureaux d'accueil et d'orientation dans tous les établissements, afin d'aider les candidats à finaliser leur inscription via la plateforme

numérique "Takwine", pour ceux qui n'ont pas pu y accéder, a ajouté la même responsable.

Il est à rappeler que le ministère a décidé qu'à partir de la session de février, l'inscription se fera uniquement de manière électronique, sans documents papier et sans nécessité de se rendre à l'établissement. Plus

de 8.000 places pédagogiques ont été ouvertes pour les nouveaux stagiaires dans divers types de formations, avec l'ajout de trois nouvelles spécialités dans le cadre de la formation en alternance, portant sur la restauration des filets de pêche et l'aquaculture dans les bassins.

## EL-MÉNIËA. DSA Prévision de production de plus de 86 000 quintaux de maïs en grains

Une production prévisionnelle de plus de 86.000 quintaux (QX) de maïs en grains est attendue dans la wilaya d'El-Méniâa, au titre de la campagne de récolte entamée dernièrement, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette production sera récoltée sur une surface ensemencée de près de 1.450 hectares (ha), irrigués sous pivots, répartis sur 30 exploitations agricoles, a fait savoir le DSA, Youcef Mesbah. Les moyens humains et matériels nécessaires pour la réussite de campagne ont été mobilisés par la DSA et la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), dont des moissonneuses et des camions pour le transport de la récolte vers les centres de collecte et d'ensilage établis dans la wilaya de Djelfa, a-t-il précisé. La campagne de moisson a été lancée depuis une exploitation pilote de 3.000 ha, dont 1.000 ha réservées à différentes cultures stratégiques, a-t-il ajouté. Le DSA d'El-Méniâa a indiqué, par ailleurs, que le secteur s'attèle à accompagner les opérateurs agricoles, leur permettre de réaliser leurs projets et améliorer les niveaux de production, en leur octroyant les autorisations de forage de puits d'irrigation ainsi que des facilités administratives liées au foncier agricole, en vue de contribuer à étendre les superficies irriguées, atteindre la sécurité alimentaire et réduire la facture d'importation.

BORDJ BADJI MOKHTAR. APN

## Une délégation parlementaire en visite d'information dans la wilaya

Une délégation parlementaire, composée de membres de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN), a effectué une visite d'information dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, a-t-on appris mardi des responsables de la délégation.

La visite a permis à la commission de s'enquérir de l'état de la plus ancienne école primaire à Bordj Badji Mokhtar, en quête de restauration et d'extension, et de relever les carences en équipements administratifs et pédagogiques et de restauration scolaire, a indiqué le chef de délégation, le député Affif Ablila. Les parlementaires ont mis à profit cette tournée pour

prendre connaissance des préoccupations du staff pédagogique, liées notamment au phénomène de surcharge des classes, le manque de personnels et de surveillants, en plus d'autres questions liées au transport scolaire et au logement. Ils ont également visité, sur le plan religieux, la mosquée Othmane Ben-Affane et l'école coranique Cheikh El-Halouet, considérée comme l'une des plus importants établissements d'enseignement coranique dans la région, où les responsables ont émis le souhait de voir leur établissement bénéficier de projets de renforcement, de restauration et d'extension pour contenir le nombre croissant d'apprenants du Saint Coran.

La délégation a entamé sa mission, en

compagnie des députés de la wilaya et du directeur local du secteur de l'éducation, par l'inspection d'une série de structures scolaires, des trois paliers, avant de prendre connaissance, lors d'échanges avec le corps enseignant et les élèves, des conditions de scolarisation et des moyens existants, a indiqué M. Affif. Selon ce parlementaire, la commission s'engagera à transmettre, dans un rapport exhaustif, les préoccupations et doléances soulevées aux instances de tutelle, s'engageant à leur rechercher des solutions et à suivre les revendications, dans le cadre de leurs attributions parlementaires. La délégation parlementaire, qui est arrivée lundi dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, a tenu une rencontre avec le wali, Mahfoud Benflis.

TÉBESSA. POMME DE TERRE HORS SAISON

## Une production de plus de 10 000 quintaux

Une production de 10.800 quintaux de pomme de terre hors saison a été réalisée dans la wilaya de Tébessa au terme de la récente campagne, a révélé mardi le chef du service de production agricole et de soutien technique à la direction locale des services agricoles (DSA), Ramzy Bouaziz. Ces quantités ont été récoltées sur une superficie de 54 hectares dans les régions agricoles d'El Ma Labiod et d'Oum Ali avec un rendement moyen de 200 quintaux par hectare, a précisé à l'APS le même responsable. En prévision de la nouvelle saison de culture de pomme de terre, un accompagnement est assuré aux agriculteurs dans le domaine de la préparation du sol, d'utilisation des semences et des fertilisants et du recours aux techniques d'irrigation pour obtenir une récolte abondante, a ajouté M. Bouaziz.

BATNA. AÏN TOUTA

## Journées chirurgicales de pose de prothèses de la hanche et du genou

Les 1ères journées chirurgicales consacrées à la mise en place de prothèses de la hanche et du genou, et à la chirurgie arthroscopique, ont débuté, mardi à l'Établissement public hospitalier (EPH) d'Aïn Touta (Batna). En marge du lancement de ces journées chirurgicales qui se poursuivront jusqu'au 30 janvier, le directeur de l'EPH, Noureddine Nafissi, a indiqué que 12 interventions chirurgicales gratuites seront réalisées sur des patients âgés de 26 à 85 ans, souffrant du genou et de la hanche, originaires de différentes communes de la wilaya de Batna.

Selon le même responsable, tous les moyens humains et

matériels ont été mis en place pour la réussite de ces journées chirurgicales qui mettent à contribution des praticiens venus de plusieurs wilayas, notamment Béjaïa, Ouargla, Guelma et Tébessa.

M. Nafissi a rappelé que l'EPH d'Aïn Touta avait entamé dès 2018 l'organisation de journées chirurgicales périodiques et gratuites, qui ont concerné jusqu'à présent les spécialités de la chirurgie générale, l'ablation des tumeurs cancéreuses, les malformations congénitales chez l'enfant de moins de 16 ans et la chirurgie de la cataracte.

Des journées chirurgicales dédiés à la chirurgie gynécologique et obstétricale devraient

également être "prochaine-ment" organisées dans le même établissement, a conclu M. Nafissi.

TLEMCCEN. DON DE SANG

## Lancement de l'initiative "Banque de la vie"

La Chaîne I de la Radio algérienne a organisé, mercredi, l'initiative "Banque de la vie" pour le don de sang, à la place Emir Abdelkader au centre-ville de Tlemcen. Cette opération se déroule pour la deuxième année consécutive, en coordination avec l'Agence nationale du sang et en partenariat avec les sections locales du Croissant Rouge algérien (CRA), les Scouts musulmans algériens (SMA), ainsi que plusieurs clubs de jeunes, a souligné le responsable du programme "Banque de la vie" à la Radio, Fatiha Ouissi. Elle a souligné que cette initiative dont l'objectif est de sensibiliser les citoyens à l'importance de la solidarité envers les personnes hospitalisées, a sillonné plusieurs wilayas, durant sa première saison, et a fait escale, lors de sa deuxième saison, dans les wilayas de Khenchela et Mostaganem, précisant que l'accueil y a été favorable, ce qui a permis de collecter plus de 90 poches de sang dans chacune de ces wilayas. De son côté, la spécialiste en hématologie à l'unité de la Banque de sang du CHU de Tlemcen, le Pr. Adda Fatima, a indiqué qu'en 2024, 110 campagnes de don de sang ont été organisées, ayant permis une collecte totale de 10.800 poches de sang et 1.100 poches de plaquettes sanguines, à travers divers points de la wilaya, tels que le centre de wilaya de don de sang de Chetouane, le CHU de Tlemcen et le centre mobile, outre les campagnes organisées en collaboration avec des clubs étudiants, des associations et la direction des affaires religieuses et des waqfs.

APRÈS UNE PREMIÈRE MOITIÉ DE SAISON

## Aouar devenu indésirable à Al-Ittihad

*L'international algérien Housseem Aouar a enregistré une performance catastrophique lors du match que son équipe Al-Ittihad a perdu lundi soir sur le score de 1-2 contre Dhamak, au titre de la 17<sup>e</sup> journée du championnat de l'élite saoudienne. Cela a entraîné de vives critiques à son encontre de la part des supporters d'Al-Ittihad.*

Il s'agit de la deuxième défaite d'Al-Ittihad en championnat local cette saison, maintenant ainsi son total à 43 points au classement de l'épreuve, que le club Al-Hilal a remporté lors de la saison précédente.

Aouar a été le joueur ayant perdu le plus de ballons dans le match contre Dhamak, avec un total de 29 pertes, selon les données du site spécialisé "SofaScore".

Le joueur algérien a également reçu la plus mauvaise note parmi les titulaires, avec 6,5 points sur 10, à égalité avec le Sénégalais Habib Diallo de Dhamak. Aouar a joué l'intégralité du match et a été témoin de la contre-performance inattendue de son équipe.

A la fin de la partie, il a fait l'objet de sévères tirs à boulets rouges de la part des supporters d'Al-Ittihad sur les réseaux

sociaux après une performance terne et un niveau de jeu décevant. Un fan a tweeté sur le réseau "X" : "Sauvez Al-Ittihad de Housseem Aouar, sinon nous allons regretter à la fin de la saison, s'ils perdent tout, sa présence sur le terrain est comme si l'équipe avait été réduite à dix joueurs."

Un autre fan, très en colère après la défaite, a critiqué l'entraîneur français d'Al-Ittihad, Laurent Blanc, et Aouar en déclarant : "La direction n'a aucun pouvoir sur le l'équipe, cette dernière est dirigée par un entraîneur clown, je jure que vous n'atteindrez rien avec Blanc et Aouar, ce poison n'a pas sa place ici."

Pour rappel, le joueur algérien a rejoint Al-Ittihad lors du mercato estival dernier en provenance de l'AS Rome avec un contrat jusqu'à l'été 2028, et un montant de transfert de 12 millions d'euros, selon le site spécialisé "Transfermarkt".



Phs: DR

Aouar a participé à 17 matchs avec Al-Ittihad toutes compétitions confondues cette saison, réussissant à ins-

crire 8 buts et à délivrer 3 passes décisives à ses coéquipiers jusqu'à présent.

Hakim S.

ÉLECTIONS DE LA FAF

## Walid Sadi sur la voie royale pour succéder à lui-même

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, sera le seul candidat à la présidence de cette instance sportive au titre du prochain mandat olympique, et ce, lors de l'Assemblée générale électorale qui se tiendra le 25 février prochain. En effet, seul Walid Sadi a déposé son dossier de candidature après l'expiration du délai fixé pour cette opération, sans qu'aucun autre candidat ne se manifeste pour concurrencer le président sortant de la FAF. Sadi dirige l'instance sportive algérienne depuis septembre 2023, ayant été élu à ce poste comme candidat unique pour achever le mandat olympique (2021/2025), qui a vu deux autres présidents occuper ce poste : Charafeddine Amara, qui a démissionné à la mi-2022, puis Djahid Zefzef, qui a également quitté son poste en juillet 2023.

Avec sa candidature unique à la présidence de la première instance footballistique nationale, Walid Sadi est déjà assuré de rester en poste pour les quatre prochaines années. De plus, il occupe également le poste de ministre des Sports depuis le 18 novembre 2024.

Selon les nouveaux règlements de la FAF, adoptés lors de l'assemblée extraordinaire du 11 janvier dernier, la composition de l'assemblée générale de la FAF sera réduite à 93 membres. Chaque membre souhaitant se porter candidat doit obtenir le soutien de 5 membres de l'assemblée, tandis qu'une source a indiqué que Sadi a obtenu le soutien de 50



membres lors de sa candidature pour le nouveau mandat. Outre sa candidature pour un autre mandat à la tête de la fédération locale, le ministre des Sports algérien a réussi à s'offrir un siège au sein du bureau exécutif de la Confédération afri-

caine de football (CAF), vu qu'il est aussi candidat unique pour la zone d'Afrique du Nord, après le retrait du candidat tunisien Housseem Djenhi à la fin de l'année dernière.

H. S.



NBA ET UFC SE CROISENT LE TEMPS D'UNE RENCONTRE

## Conor McGregor et Brook Lopez, un face-off improbable

Lundi dernier lors du match entre Utah et Milwaukee (110-125), Conor McGregor a fait une apparition remarquée. L'ex-combattant de l'UFC s'est levé en plein match pour jager Brook Lopez, le pivot des Bucks, offrant une scène aussi insolite qu'inattendue sur les bords du parquet NBA.

Conor McGregor, habitué à dominer les débats dans l'octogone, s'est offert une scène inédite lundi soir lors de la rencontre de NBA entre les Utah Jazz et les Milwaukee Bucks. Loin de passer inaperçu, l'Irlandais, connu pour son exubérance et ses provocations, n'a pas hésité à interagir avec Brook Lopez, le pivot imposant des Bucks mesurant 2,16 mètres. Installé en bord de terrain, McGregor a attendu la fin du deuxième quart-temps pour s'approcher du banc des Bucks et discuter avec Lopez, visiblement intrigué par la carrure



du champion NBA 2021. À la surprise générale, Lopez s'est levé pour lui faire face, souriant et complice. La scène, rapidement immortalisée par les spectateurs, a mis en lumière la différence de taille entre le géant du basket et l'ex-champion de MMA.

À l'issue de la rencontre, Brook Lopez est revenu sur cet échange surprenant. "Il m'a demandé quelle était ma taille", a-t-il expliqué en conférence de presse. "Je le lui ai dit, puis il m'a demandé de me lever. Une fois debout, j'ai compris que je devais jouer le jeu. J'avais vu ses 'face-offs' et je savais que je devais y mettre du mien."

Lopez, bien qu'impressionnant par sa stature, n'a pas manqué d'humour lorsqu'il a évoqué une hypothé-

tique carrière dans le MMA. "Je ne sais absolument pas me battre", a-t-il plaisanté. "Mais peut-être que Damian Lillard (son coéquipier) pourrait devenir mon coach ou promoteur. Je devrais m'appuyer sur lui parce que, franchement, je n'ai aucune compétence dans ce domaine." Si ce moment léger a amusé les fans de NBA et de MMA, il ne fait pas oublier que Conor McGregor reste une figure controversée.

### MCGREGOR, ENTRE PROVOCATION ET RETOUR ATTENDU

Absent de l'UFC depuis 2021, il devait faire son grand retour contre Michael Chandler à l'été 2024, mais le combat avait finalement été annulé. Dana White, prési-

dent de l'UFC, a récemment annoncé que McGregor reviendrait dans l'octogone début 2025, sans donner de précisions. En dehors du sport, McGregor est également au cœur de polémiques. Déjà condamné en première instance pour un viol en Irlande, il fait face à une nouvelle accusation d'agression sexuelle, liée à un incident survenu en juin 2023 lors d'un match de NBA à Miami.

Ces affaires judiciaires ternissent son image, même auprès de ses fans les plus fidèles. Conor McGregor continue de faire parler de lui, que ce soit sur les parquets de NBA ou dans les tribunaux. Reste à voir si son prochain face-off dans l'octogone suffira à faire oublier ses déboires hors du ring.

RETOUR SUR UN SCANDALE SANS FONDEMENT

## Éric Abidal, entre greffe de foie et accusations injustes

Accusé de trafic d'organes en 2018 alors qu'il était directeur sportif du FC Barcelone, Éric Abidal est revenu sur cette affaire qui a marqué sa carrière et son image. Lors d'un entretien, il a dénoncé les propos mensongers d'un ancien salarié du club et rappelé sa confiance dans les médecins qui l'ont opéré. Éric Abidal, ancien défenseur du FC Barcelone et de l'équipe de France, a récemment évoqué un épisode douloureux de sa vie lors d'un entretien diffusé sur YouTube. En 2011, atteint d'un cancer du foie, il avait subi



une greffe grâce au don d'un de ses cousins. Un moment de lutte et de résilience qui avait ému le monde du football. Mais en 2018, alors qu'il occupait le poste de directeur sportif du Barça, des accusations de trafic d'organes sont venues entacher son image. "J'ai toujours été tranquille parce que je connaissais la vérité", a déclaré Abidal. Pourtant, ces accusations avaient pris une ampleur médiatique démesurée, notamment en raison des propos d'un salarié proche de Sandro Rosell, ancien président du Barça. Selon Abidal, cet individu, sous l'emprise de l'alcool, aurait suggéré un trafic d'organes lors d'une conversation téléphonique avec Rosell, alors en prison.

L'affaire, qui s'est finalement soldée par un non-lieu en 2023, a mis à rude épreuve Abidal et sa famille. L'ancien joueur a tenu à rappeler que sa greffe avait été réalisée dans des conditions légales et transparentes. "Les chirurgiens m'ont toujours dit : 'Abi, sois tranquille'. Ce sont des professionnels. Tu penses qu'ils vont prendre des risques ? Non." Il a également dénoncé les insultes qu'il a reçues sur les réseaux sociaux, où certains lui reprochaient de ne pas avoir attendu son tour comme les autres patients. "Pourquoi me dire ça alors que le don vient d'un donneur vivant ? Ce n'était pas un organe venant d'un accident de voiture", a-t-il souligné, insistant sur la différence entre sa situation et celle d'un patient en liste d'attente.

### UNE TRAHISON ET UNE "BLAGUE" MAL PLACÉE

Abidal a particulièrement mal vécu les accusations lancées par un ancien salarié du Barça, qu'il considérait pourtant comme un soutien. "En 2018, ce mec-là m'a accueilli à bras ouverts. Deux mois après, il me termine avec cette histoire", a-t-il regretté. Pire encore, cet homme aurait justifié ses propos devant la police en affirmant qu'il s'agissait d'une "blague". Pour Abidal, cet individu n'avait rien à faire au club : "Tous les jours, il était saoul. Est-ce que ça correspond aux valeurs du Barça ?" Il a également critiqué les dirigeants de l'époque pour leur gestion de la situation, estimant que protéger l'institution aurait dû être une priorité.

La polémique a également touché le cousin d'Abidal, donneur de son foie. Face aux rumeurs et aux enquêtes, ce dernier a parfois douté, se demandant si l'opération avait été menée correctement. "L'information peut te mettre en doute, même si tu connais la vérité. Mais il a vécu ça, donc il sait ce qu'il a fait", a expliqué l'ancien international français. Malgré ces tensions, Abidal assure que sa relation avec son cousin et sa famille reste intacte. "Chacun mène sa vie. Mais je n'ai aucun problème avec lui, ni avec sa mère ou ses frères", a-t-il conclu, fermant ainsi un chapitre difficile de sa vie.

Accusé à tort, Éric Abidal a su faire face à cette tempête médiatique et judiciaire avec dignité, rappelant l'importance de la vérité et de la résilience face aux épreuves.

NEYMAR ET AL-HILAL, UNE COLLABORATION DÉSASTREUSE

## Un fiasco à 280 millions d'euros

Un an et demi après son arrivée fracassante à Al-Hilal, Neymar quitte le club saoudien sur fond de désillusion. Entre blessures, faible rendement et coûts astronomiques, l'expérience du Brésilien en Arabie saoudite s'est conclue par un échec retentissant.

Neymar n'est plus un joueur d'Al-Hilal. À 32 ans, la star brésilienne a vu son contrat résilié lundi soir, mettant un terme à une aventure aussi courte que coûteuse pour le club saoudien. Arrivé en août 2023 en provenance du PSG pour une indemnité de 90 millions d'euros, le joueur n'a disputé que sept matchs sous les couleurs d'Al-Hilal, inscrivant un but et délivrant trois passes décisives. Un bilan insuffisant au regard des attentes et, surtout, des investissements colossaux consentis. Dès ses débuts, Neymar a dû faire face à des complications. Retardé par une gêne musculaire à son arrivée, il a connu un coup dur en octobre 2023 en se rompant le ligament croisé antérieur du genou gauche lors d'un match avec la sélection brésilienne.



### DES CHIFFRES ASTRONOMIQUES POUR UN RENDEMENT MINIMAL

Cette blessure grave l'a éloigné des terrains pendant un an. Malgré son retour en octobre 2024, il n'aura disputé que deux matchs avant de rechuter,

cette fois aux ischio-jambiers. Al-Hilal, lassé de son indisponibilité chronique, a finalement mis fin à leur collaboration prématurément.

Le transfert de Neymar à Al-Hilal restera comme un des investissements les

plus coûteux et les moins rentables de l'histoire du football.

Outre les 90 millions d'euros versés au PSG, le Brésilien percevait un salaire annuel de 100 millions d'euros, portant son coût total à 280 millions d'euros en un an et demi. En retour, Neymar n'a joué que 431 minutes, soit un coût de 650.000 euros par minute sur le terrain.

Le bilan est encore plus frappant lorsqu'on analyse ses performances. Avec un seul but marqué et trois passes décisives, Al-Hilal a déboursé l'équivalent de 280 millions d'euros par but et 93 millions d'euros par passe décisive. Ces chiffres traduisent l'écart colossal entre les attentes suscitées par la signature de Neymar et la réalité de ses contributions.

### UNE AVENTURE À OUBLIER

Pour Neymar, cette expérience en Arabie saoudite s'ajoute à une carrière marquée par les blessures et les déceptions ces dernières années. Avec un total de sept matchs joués pour Al-Hilal, le Brésilien quitte le club sur une note amère, laissant derrière lui un souvenir mitigé. Quant à Al-Hilal, cette collaboration ratée est un signal d'alerte dans sa stratégie d'investissement massif sur des joueurs stars. Si l'objectif était de renforcer son attractivité et son rayonnement international, le club devra désormais tirer des leçons de cet échec coûteux.

CONSEIL DE SÉCURITÉ

## Les A3+ appellent à une "désescalade immédiate" des tensions en RDC

Le groupe A3+ du Conseil de sécurité de l'ONU a appelé mardi à une "désescalade immédiate" des tensions à Goma, en République démocratique du Congo, soulignant l'impératif d'assurer la protection des civils.

"Nous appelons à une désescalade immédiate des tensions et à un retour au calme à Goma. Nous exhortons le M23/AFC à cesser ses avancées et toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue pour assurer la protection des civils", a déclaré le représentant de la Sierra Leone à l'ONU, l'ambassadeur Michael Imran Kanu, qui s'exprimait au nom des A3+, lors d'une session au Conseil de sécurité présidée par l'Algérie. Relevant le caractère "imprévisible et instable" de la situation à Goma et dans les environs, le groupe A3+ (Algérie, Somalie, Sierra Leone et Guyana) a jugé "impératif" que tous les efforts, qu'ils soient déployés par la MONUSCO (la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation de la RDC) ou par d'autres acteurs, se concentrent sur la protection de la population.

Pour le groupe A3+, les efforts visant à protéger les civils doivent également répondre au besoin d'accès humanitaire, ainsi qu'à la sécurité des soldats de la paix de l'ONU et du personnel du Sami-RDC (troupes de la Force de la communauté de développement de l'Afrique australe).

Il a appelé, à ce titre, les rebelles du M23/AFC à "s'abstenir de faire obstruction à l'aide humanitaire ou de fermer les couloirs humanitaires", soulignant la nécessité "cruciale" d'une aide ininterrompue pour atteindre les plus vulnérables.

**LE GROUPE A3+ SALUE LES EFFORTS DIPLOMATIQUES AFRICAINS**  
Le groupe a réaffirmé, à l'occasion, son



soutien à "une solution politique" au conflit, saluant les efforts diplomatiques africains déployés pour "encourager la RDC et le Rwanda à parvenir à une solution mutuellement acceptable". "Ces efforts régionaux sont louables, mais ce qu'il faut maintenant, c'est l'engagement du Rwanda et de la RDC à entrer en négociations directes dans le cadre du processus de Luanda, en toute bonne foi", a-t-il estimé, mettant en garde contre le risque d'une nouvelle escalade si l'impasse actuelle persiste.

Pour parvenir à une solution durable qui respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC et réponds aux préoccupations sécuritaires du Rwanda, le groupe A3+ a affirmé qu'il est "essentiel que les deux pays mettent pleinement en œuvre leurs engagements dans le cadre du processus de Luanda". "L'A3+ reste convaincu que le processus de Luanda offre la meilleure voie vers la paix en RDC", a-t-il soutenu lors de cette réunion consacrée à la situation en République démocratique du Congo, la deuxième en moins de 72 heures. Selon ce diplomate, la population

congolaise mérite plus qu'une cessation temporaire de l'offensive du M23/AFC. Les Congolais "ont besoin que les armes soient réduites au silence grâce à un processus politique global qui mettra non seulement fin à leurs souffrances mais garantira également le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC", a-t-il plaidé. Le groupe a souligné, dans ce contexte, l'"impératif" pour tous les acteurs, y compris pour le Conseil de sécurité, d'"agir de manière décisive" pour faire face à la situation désastreuse à Goma et s'attaquer aux causes structurelles profondes de ce conflit. Le groupe a exprimé, par ailleurs, sa "profonde préoccupation" et ses "regrets" face aux attaques signalées contre les ambassades à Kinshasa dans le contexte des manifestations liées à l'offensive du groupe rebelle, M23/AFC dans l'est de la RDC. "Ces actes contre les missions diplomatiques et leur personnel violent le droit international", a-t-il rappelé, exhortant vivement toutes les parties à "s'abstenir de toute violence, à respecter les normes diplomatiques et à faire preuve de retenue".

R.I

LA DÉCISION EST EN VIGUEUR DEPUIS HIER

## Le Burkina Faso, le Mali et le Niger annoncent « le retrait officiel » de la Cedeao

Les trois pays d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont annoncé leur « retrait officiel » de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un an après que les trois nations dirigées ont déclaré conjointement leur intention de quitter le bloc régional. La Commission de la CEDEAO a indiqué dans un communiqué que ce retrait avait pris effet hier. Il s'agit d'une sortie historique du bloc, fondé en 1975 pour promouvoir l'intégration économique dans toutes les activités économiques, notamment l'industrie, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, et les affaires sociales et culturelles. La Commission a toutefois déclaré avoir décidé de « garder les portes de la CEDEAO ouvertes » dans un esprit de « solidarité régionale et dans l'intérêt des populations ». Elle a ordonné jusqu'à nouvelles autorités compétentes à l'intérieur et à l'extérieur de ses États membres, entre autres,

de reconnaître les passeports nationaux et les cartes d'identité portant le logo de la CEDEAO détenus par les citoyens du Burkina Faso, du Mali et du Niger et de continuer à traiter les biens et services provenant de ces pays conformément au schéma de libéralisation des échanges et à la politique d'investissement de la CEDEAO. La Commission a également demandé à ses

organes de permettre aux citoyens des trois pays concernés de continuer à bénéficier du droit de circulation, de résidence et d'établissement sans visa, conformément aux protocoles de la CEDEAO, jusqu'à nouvel ordre, et de soutenir et de coopérer pleinement avec les responsables de la CEDEAO des trois pays dans leurs missions au sein de la communauté. "Ces arrange-

ments seront en place jusqu'à la détermination complète des modalités de notre engagement futur avec les pays par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO", a déclaré la Commission de la CEDEAO, ajoutant qu'elle a mis en place une structure pour faciliter les discussions sur ces modalités avec chacun des trois pays.

R.I

AU COURS DE LA SEMAINE À VENIR

## Le Kenya, le Burundi et la Tanzanie se préparent à de fortes pluies

Le Kenya, le Burundi et la Tanzanie connaîtront plus de précipitations que d'habitude au cours de la semaine à venir, ce qui entraînera des inondations, a déclaré le Centre de prévision et d'applications climatiques (ICPAC) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un bloc régional. L'ICPAC a indiqué dans ses dernières prévisions que les trois pays pourraient recevoir jusqu'à 200 mm de pluie par jour. « Les pluies très fortes attendues sont susceptibles de provoquer des inondations. Il est conseillé aux communautés des zones à haut risque de faire preuve de prudence pendant cette période », a-t-il ajouté. L'agence IGAD a noté que la région de la Grande Corne de l'Afrique connaîtrait des températures plus élevées allant jusqu'à 32 degrés Celsius pendant cette période. Selon l'ICPAC, les pays les plus touchés devraient être le Soudan du Sud, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya, la Somalie, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie et le Soudan. L'ICPAC a récemment prévu qu'entre mars et mai, les pays de la Grande Corne de l'Afrique connaîtraient des précipitations inférieures à la normale, car la région subit de plein fouet la variabilité climatique. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'IGAD, jusqu'à 67 millions de personnes dans la région souffrent d'insécurité alimentaire en raison des conflits et des chocs climatiques.

R.I

ZIMBABWE

## L'inflation connaît une forte hausse en janvier

L'inflation au Zimbabwe a atteint 10,5% en janvier, contre 3,7% le mois précédent, selon les données publiées mardi par l'Institut national de la statistique zimbabwéen (ZIMSTAT). ZIMSTAT a attribué la forte hausse de l'inflation du ZIG (la monnaie du Zimbabwe adossée à l'or) à l'augmentation des prix de l'eau, du logement, de l'électricité, du gaz et d'autres combustibles. Selon ZIMSTAT, les prix à la consommation en dollars américains ont augmenté de 11,5% en janvier, contre 0,6% le mois précédent. La forte hausse de l'inflation du ZIG s'inscrit dans le contexte d'une baisse soutenue de l'inflation en novembre et décembre 2024, soutenue par la stabilité des prix et du taux de change. Le gouvernement zimbabwéen s'est fixé comme objectif de maintenir l'inflation du ZIG en glissement mensuel à un niveau stable et inférieur à 3% en moyenne cette année, en s'appuyant sur des politiques budgétaires et monétaires rigoureuses.

R.I

SOMALIE

## L'armée neutralise 16 terroristes Shebab à Hiiraan

L'armée somalienne a neutralisé mardi 16 terroristes Shebab lors d'une opération menée dans la région de Hiiraan, a rapporté l'agence de presse somalienne SONNA. L'armée et les forces locales ont mené une opération de grande envergure dans cette région afin de repousser le groupe terroriste Shebab, affilié à Al-Qaïda, a indiqué SONNA. Les forces de sécurité somaliennes ont pris le contrôle de plusieurs sites stratégiques, notamment Beera Yabaal, Buur Abooto, Eega Galmaay, Jidcilaan et Cadow Gureey. L'armée a déclaré que son opération en cours visait à libérer entièrement la Somalie des groupes terroristes et à assurer une paix et une sécurité durable à sa population. Ce pays de la Corne de l'Afrique est en proie à l'insécurité depuis des années, les principales menaces provenant des Shebab et du groupe terroriste Daech. Depuis 2007, le groupe terroriste Shebab combat le gouvernement somalien et les forces de maintien de la paix de l'Union africaine présentes dans le pays.

R.I

SOUDAN DU SUD

## Un accident d'avion fait 20 morts

Un petit avion transportant des travailleurs du secteur pétrolier dans l'Etat d'Unité au Soudan du Sud s'est écrasé mercredi, tuant 20 personnes, a déclaré un responsable. L'avion s'est écrasé à l'aéroport du champ pétrolier d'Unité mercredi matin alors qu'il se dirigeait vers la capitale Juba, a déclaré Gatwech Bipal, ministre de l'Information de l'Etat d'Unité. Bipal a précisé que les passagers étaient des travailleurs du pétrole de la Greater Pioneer Operating Company (GPOC), un consortium qui comprend la China National Petroleum Corporation et la société d'Etat Nile Petroleum Corporation.

MÊME SI LES BANQUES ONT DURCI LEURS CRITÈRES DE PRÊT

# La Zone euro enregistre une accélération de la croissance des crédits au secteur privé

Les prêts au secteur privé de la zone euro ont accéléré en décembre, enregistrant la plus forte hausse depuis juin 2023, a indiqué hier, la BCE avant sa première réunion de politique monétaire de l'année.

Les prêts aux entreprises et aux ménages, ajustés de certaines opérations financières, ont progressé de 2,0% sur un an, soit 0,5 point de plus qu'en novembre, selon le communiqué. La reprise du crédit est aidée par les quatre baisses de taux de la BCE survenues depuis juin, qui améliorent les conditions de financement pour soutenir l'activité économique. Les prêts aux entreprises ont augmenté de 1,5%, soit 0,5 point de plus qu'en novembre, même si les banques de la zone euro ont durci leurs critères de prêt fin 2024 à cause d'un environnement plus risqué, selon une enquête distincte publiée mardi. Les prêts aux ménages ont progressé de 1,1% sur un an, soit la cinquième hausse de suite depuis juillet, toujours tirés par les prêts à la consommation. Les crédits immobiliers ont aussi accéléré de 1,1%, mais demeurent loin du niveau de croissance supérieur à 5% observé jusqu'à la mi-2022 avant la remontée rapide des taux. Indicateur avancé d'inflation, la masse monétaire M3, qui comprend les dépôts liquides et les produits d'épargne jusqu'à deux ans, a vu sa croissance ralentir à 3,5% en décembre, soit le



Ph: DR

premier ralentissement sur un an depuis septembre 2023, selon la BCE. L'inflation dans la zone euro a accéléré fin 2024 pour atteindre 2,4% en décembre, en raison d'un moindre recul des prix de l'énergie, mais l'agrégat devrait redescendre à 2% courant 2025, prévoit l'institution de

Francfort. La BCE se réunit aujourd'hui, et devrait selon toute attente abaisser de nouveau ses taux, celui faisant référence devant être porté de 3,0 à 2,75%, se rapprochant du niveau neutre qui n'handicape ni ne stimule l'économie.

R.I

SUR LES MIGRANTS ILLÉGAUX

## Brasilia réclame à Washington des "exigences minimales de dignité"

Le gouvernement brésilien a déclaré mardi travailler avec les Etats-Unis pour assurer que les expulsions de migrants illégaux brésiliens répondent aux "exigences minimales de dignité", après le "traitement dégradant" accordé récemment à près d'une centaine d'entre eux. Le gouvernement brésilien a réclamé samedi des explications à Washington pour le "traitement dégradant" de migrants illégaux brésiliens lors de leur expulsion par les Etats-Unis, par un vol en provenance des Etats-Unis arrivé vendredi à Manaus (nord). Selon Brasilia, 88 Brésiliens se trouvaient dans l'avion. "Cette opération a été tragique", a déclaré à la presse le ministre des Affaires étrangères, Mauro Vieira, à l'issue d'une réunion avec

le président Luiz Inacio Lula da Silva. "C'est précisément ce qui nous pousse à travailler maintenant, avec les autorités américaines, pour trouver des moyens de garantir que l'opération se déroule conformément à la législation brésilienne et aux normes de sécurité et d'accueil à l'intérieur d'un avion", a-t-il ajouté. M. Vieira a souligné que le Brésil va exiger des Etats-Unis des "exigences minimales en matière de dignité, de respect des droits de l'homme et d'attention aux passagers".

La ministre des droits de l'homme, Macaé Evaristo, a annoncé la création d'un "poste d'accueil humanitaire" à l'aéroport de Belo Horizonte (sud-est).

R.I

MEXIQUE

## Quatre policiers assassinés dans le sud du pays

Quatre policiers ont été tués lors d'une attaque armée dans une ville de l'Etat d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, ont déclaré les autorités. Parmi les victimes figure Victor Morales, le chef de la police municipale de Tuxtepec, selon un rapport du Secrétariat à la sécurité d'Oaxaca.

Les faits se sont produits tôt dans la matinée de mardi, alors que les policiers en uniforme se trouvaient à bord d'un

véhicule civil qui a été la cible de nombreux coups de feu. Un autre policier et deux civils ont été blessés. Une équipe d'enquête spéciale a été envoyée à Tuxtepec (150.000 habitants) pour identifier les assaillants, a déclaré le secrétaire à la sécurité de l'Etat, Ivan Garcia, lors d'une conférence de presse. Face à l'augmentation de la violence liée au crime organisé, des membres de la marine ont été déployés par le gouvernement fédéral dans

différentes parties de l'Etat d'Oaxaca. Mais la mairie de Tuxtepec a demandé le départ des militaires en raison de son manque de ressources pour assurer leur entretien, a expliqué M. Garcia. Depuis décembre 2006, date du lancement d'une opération militaire antidrogue controversée, le Mexique dénombre plus de 450.000 morts violentes et des dizaines de milliers de disparitions, selon les chiffres officiels.

R.I

INDE

## Au moins 15 morts au pèlerinage hindou

Au moins 15 personnes ont été tuées et beaucoup d'autres blessées hier, à Prayagraj, dans le nord de l'Inde, lors d'une bousculade pendant un pèlerinage hindou. Organisé tous les douze ans, ce rassemblement rassemble pendant six semaines des dizaines de millions de fidèles venus de tout le pays et de l'étranger pour s'immerger au confluent des fleuves du Gange et de la Yamuna. "Nous avons au moins 15 morts pour l'instant", a déclaré un médecin de l'hôpital de tentes installé sur le site du festival, où les victimes ont été évacuées. Les autorités locales et les forces de sécurité n'ont pour l'heure publié aucun bilan. L'accident s'est produit peu après 02H00 locales (20H30 GMT mardi) alors que la foule se dirigeait vers les berges des fleuves pour le premier bain de ce mercredi, annoncé comme le point d'orgue du pèlerinage.

LE PRÉSIDENT BIÉLORUSSE LOUKACHENKO

## «Le pays peut maintenir son haut niveau de développement technologique grâce à la Chine»

La Chine et la Biélorussie ont de grandes perspectives de coopération dans divers domaines tels que la culture, l'automobile et la biotechnologie, a déclaré aux médias, le président biélorusse Alexandre Loukachenko. Indiquant « contrairement à l'Occident, la Chine a ouvert ses portes et fenêtres à la Biélorussie pour la coopération » le dirigeant biélorusse souligne que son pays « peut aujourd'hui maintenir son haut niveau de développement technologique grâce à la Chine ». Le président a invité les entreprises chinoises à coopérer avec la Biélorussie.

R.I

## Le plus gros rendement de son histoire en données brutes Le fonds souverain de la Norvège a gagné 214 milliards d'euros en 2024

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a gagné 2.511 milliards de couronnes (214 milliards d'euros) l'an dernier, le plus gros rendement de son histoire en données brutes, tiré en grande partie par les valeurs tech, a-t-il annoncé mercredi dans un communiqué. En pourcentage, son rendement s'est élevé à 13%, contribuant à porter sa valeur à 19.742 milliards de couronnes (1.678 milliards d'euros) à la fin de l'année. La hausse est principalement due aux placements en actions, qui représentaient 71,4% de son portefeuille et qui ont rapporté 18% sur l'année. "Le fonds a réalisé de très bons rendements en 2024, grâce à un marché boursier très dynamique", a commenté son chef, Nicolai Tangen, dans le communiqué. "Les actions des entreprises technologiques américaines, en particulier, ont enregistré d'excellentes performances", a-t-il ajouté. Si le fonds est présent au capital de quelque 9.000 entreprises à travers le monde, ses parts dans les sept géants technologiques: Apple, Amazon, Alphabet (maison mère de Google), Meta (Facebook, Instagram), Microsoft, Nvidia et Tesla, représentent à elles seules 17% de ses placements boursiers.

R.I

CRUES EXCEPTIONNELLES DANS L'OUEST DE LA FRANCE

## Un millier de personnes évacuées

Quelque 1.000 personnes ont été évacuées depuis dimanche en Bretagne, région de l'ouest de la France qui connaît des inondations sans précédent depuis 40 ans après le passage de la dépression Herminia, avec des niveaux de crues proches des seuils historiques attendus sur certains cours d'eau. Après le passage de la tempête Herminia, la dépression Ivo va amener mercredi son lot de fortes pluies, avec des cumuls de "15 à 30 mm, voire 40 mm par endroits, sur la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de la Loire, dans un contexte de sols déjà saturés", indique l'agence publique Météo-France. Selon un nouveau bilan de la préfecture d'Ille-et-Vilaine - l'un des départements touchés par ces inondations -, "plus de 1.000 personnes ont été évacuées (établissements sanitaires et médico-sociaux compris)" depuis dimanche mais "aucune victime n'est à déplorer". "Il y a des milliers et des milliers d'hectares de prairies inondées. Tous les ruisseaux débordent, tous les plans d'eau sont au maximum", a fait savoir le président du département Jean-Luc Chenut, qualifiant la situation de "crise de grande ampleur par l'étendue du territoire concerné".

R.I

LA CLASSE POLITIQUE FRANÇAISE SUR LA DÉCLARATION DE BAYROU

# «Vous avez visé aussi tous les Français d'origine étrangère et les étrangers en situation régulière»

En France, le Parti socialiste a suspendu les négociations budgétaires avec le gouvernement à la suite des propos tenus par François Bayrou lundi dernier, lorsqu'il a évoqué le «sentiment d'une submersion migratoire qui toucherait un certain nombre de villes ou de régions» en France.



«Si vous gouvernez avec les préjugés de l'extrême droite, nous finirons gouvernés par l'extrême droite et vous en aurez été le complice !». Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, le 28 janvier, le député et président du groupe socialiste au Palais Bourbon, Boris Vallaud, a interpellé le Premier ministre François Bayrou dénonçant les propos que ce dernier avait tenu la veille sur le plateau de LCI. Le chef du gouvernement avait alors évoqué le «sentiment d'une

submersion» migratoire qu'éprouverait un «certain nombre de villes ou de régions». D'autres élus socialistes (PS) sont également montés au créneau, tandis que les Insoumis (LFI) en ont profité pour dénoncer une nouvelle fois l'accord entre le PS et l'exécutif. «On ne combat pas l'extrême droite en reprenant ses fantasmes» «Non, on ne combat pas l'extrême droite en reprenant ses fantasmes». Dans un message posté sur le réseau X le 29 janvier, le Premier secrétaire du PS Olivier

Faure a dénoncé les propos du Premier ministre en s'indignant : «Vous visez non pas l'immigration illégale mais tous les Français d'origine étrangère et les étrangers en situation régulière». Le chef de file des socialistes a ensuite estimé que la France est le «pays des Lumières» et que «les socialistes en resteront les garants». «François Bayrou encourage le sentiment xénophobe et envoie des signaux très clairs à l'extrême droite. Nous ne l'acceptons pas», a déclaré, le 28 janvier sur le pla-

teau de BFM TV, le député socialiste du Calvados Arthur Delaporte.

Un refus qui a provoqué la suspension des négociations budgétaires entre les socialistes et le gouvernement. Le quotidien L'Opinion a annoncé après la séance à l'Assemblée nationale que les négociateurs socialistes pour le budget avaient annulé une réunion prévue à Bercy le soir-même. Du côté des Insoumis, dont les relations sont glaciales avec le PS depuis le refus des socialistes de voter la censure, l'heure est à la raillerie. Ainsi leur coordinateur national Manuel Bompard a ironisé sur son compte X : «Face à la montée du fascisme, le Parti Socialiste prend ses responsabilités : il annule une réunion. Un peu de sérieux : pour battre la contagion des idées d'extrême droite dans le gouvernement, il faut voter la censure». Le prochain rendez-vous est donné le 3 février, pour le vote du budget. L'exécutif pourrait se retrouver sans les 288 voix nécessaires pour faire adopter son texte et pourrait alors être contraint de dégrader le 49.3 avec le risque de voir une motion de censure votée contre lui.

R.I

LA RUSSIE PRÊTE À NÉGOCIER AVEC KIEV MALGRÉ « L'ILLÉGITIMITÉ » DE ZELENSKY

## Mais elle exige que « la légitimité » des signataires « doit être confirmée »

La Russie est prête à négocier avec «n'importe qui» en Ukraine, bien que Zelensky ne soit plus président légitime, a assuré le locataire du Kremlin, Vladimir Poutine, précisant cependant que la «légitimité» des signataires de tout accord devra être confirmée. Selon lui, le décret de Zelensky interdisant les négociations avec Moscou est un «piège» juridique. Bien que Moscou considère Volodymyr Zelensky comme un dirigeant illégitime, la Russie est prête à mener des négociations avec «n'importe qui», à condition que l'Ukraine le souhaite. C'est ce qu'a déclaré le président Vladimir Poutine dans une interview avec Pavel Zaroubine, journaliste de VGTRK. «S'il veut participer à des négociations, je choisirai les per-

sonnes qui mèneront ces négociations», a indiqué le président russe, dans cet extrait diffusé le 28 janvier sur la chaîne Telegram du journaliste. «Nous poursuivrons naturellement ce qui nous convient, ce qui correspond à nos intérêts, mais en ce qui concerne la signature de documents ici, bien sûr, les avocats devront nous confirmer la légitimité des personnes qui seront autorisées par l'État ukrainien à signer ces accords», a souligné le président russe. Celui-ci a ajouté que la version finale d'un éventuel accord ne devrait pas comporter «la moindre erreur, le moindre problème». Vladimir Poutine a également rappelé que les négociations étaient compliquées par un décret signé en octobre 2022 par Zelensky, interdisant toutes discussions avec la Russie tant que Vladimir Poutine en est président. Un «piège» juridique, a-t-il dénoncé. «Si nous entamons des négociations maintenant, elles seront illégitimes. [...] Mais en gros, s'ils veulent le faire, il y a un moyen légal. Laissez le président de la Rada (Parlement ukrainien, ndlr.) le faire conformément à la Constitution», a indiqué le président russe.

MOSCOU ENTEND S'ADRESSER À UN INTERLOCUTEUR LÉGITIMÉ PAR KIEV

Pour le président russe, «s'il y a une volonté, toute question juridique peut être résolue». «Mais jusqu'à présent, nous ne voyons tout simplement pas qu'il y ait une telle volonté», a noté Vladimir Poutine. Moscou a déclaré à plusieurs reprises être ouvert à des négociations avec Kiev. Mi-juin, appelant à «tourner une page tragique de l'histoire», le président russe avait énoncé un certain nombre de conditions préalable à une paix avec son voisin ukrainien, notamment le retrait des forces de Kiev des nouvelles régions russes. Le 20 mai dernier, le mandat de cinq ans de Volodymyr Zelensky en tant que président de l'Ukraine est arrivé à son terme. Alors que des élections présidentielles devaient se tenir le 31 mars, Zelensky en a annoncé le report au prétexte de la loi martiale qu'il a décrété dans le pays le 24 février 2022, dans la foulée du lancement de l'offensive russe. Les élections législatives, initialement prévues en octobre 2023, avaient elles aussi été reportées.

R.I

ELLE CIBLAIT UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE

## La Russie déjoue une attaque de drone ukrainienne

Un drone ukrainien a été abattu dans la région russe de Smolensk lors d'une tentative d'attaque contre une centrale nucléaire, a déclaré hier, le gouverneur régional Vasily Anokhin, indiquant « aucune victime ni dégât n'ont été signalés » a-t-il précisé sur sa chaîne Telegram. Plusieurs sites civils de la région ont été la cible d'une attaque de drones à grande échelle, a-t-il déclaré, ajoutant que l'un des drones a été abattu lors d'une tentative de frappe contre une installation d'énergie nucléaire.

R.I

OUZBÉKISTAN

## Le pays exporte des raisins d'une valeur de 186,2 millions de dollars en 2024

L'Ouzbékistan a exporté des raisins d'une valeur de 186,2 millions de dollars américains en 2024, ont rapporté hier, les médias locaux, citant l'agence des statistiques du pays. De janvier à décembre 2024, l'Ouzbékistan a exporté 219 200 tonnes de raisin, indique le rapport. La Russie est devenue le plus grand importateur de raisins ouzbeks, avec une importation de 174 900 tonnes, suivie du Kazakhstan et du Kirghizistan, qui ont importé respectivement 21 000 tonnes et 15 400 tonnes.

R.I

LES PROCÉDURES BILATÉRALES ÉTANT DÉSORMAIS EN COURS

## Le conflit frontalier entre le Kirghizistan et le Tadjikistan est sur le point d'être résolu

Le différend frontalier de longue date entre le Kirghizistan et le Tadjikistan « est sur le point d'être résolu », les procédures bilatérales étant désormais en cours, a déclaré le président kirghize Sadyr Japarov dans une interview accordée mardi à l'agence de presse officielle Kabar. L'étape finale du processus sera la signature d'un accord par les présidents des deux États après l'achèvement des étapes essentielles, y compris l'approbation par leurs parlements. Une fois toutes les formalités administratives terminées, les deux pays s'engageront dans un processus de démarcation qui devrait prendre encore un à deux ans avant que le problème ne soit complètement résolu. L'accord prévoit la relocalisation des maisons dans les villages frontaliers, où les propriétés étaient parfois situées de part et d'autre de la frontière, selon un schéma en « échiquier ». Dans ces cas, les habitants dont les maisons se trouvent de l'autre côté de la frontière seront relogés. La partie tadjike relogera ses citoyens, tandis que les citoyens kirghizes seront également déplacés. Les deux parties examineront attentivement la taille des parcelles de terrain afin de garantir une indemnisation équitable. Japarov a souligné que la résolution garantit des avantages mutuels aux deux pays, affirmant que les intérêts unilatéraux ne prévaudront pas dans l'accord. Il a également noté que la zone frontalière s'étend sur près de mille kilomètres, avec de multiples sections contestées, dont beaucoup ont maintenant été résolues à l'amiable. Le différend sur la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan découle de conflits territoriaux non résolus datant de l'époque soviétique. D'une longueur totale d'environ 970 kilomètres, la frontière n'a jamais été entièrement délimitée.

R.I

DES MÉDIAS EN CITANT UN COURRIER ÉLECTRONIQUE

## La Marine US « interdit l'utilisation » de l'intelligence artificielle chinoise DeepSeek

L'émergence de l'agent d'intelligence artificielle chinoise DeepSeek inquiète la Marine américaine, qui en a interdit l'usage, relate CNBC en citant un courrier électronique de l'institution. Dans un courrier électronique, la Marine américaine a demandé à ses membres de ne plus utiliser le nouvel agent d'intelligence artificielle DeepSeek en raison de « problèmes potentiels de sécurité et d'éthique associés à l'origine et à l'utilisation du modèle », selon la chaîne de télévision américaine CNBC. « Nous souhaitons attirer votre attention sur une mise à jour critique concernant un nouveau modèle d'IA appelé DeepSeek », indique le courrier, précisant qu'il est « impératif » que DeepSeek ne soit pas utilisé « pour des tâches liées au travail ou à un usage personnel ». La sortie de DeepSeek, basé sur un modèle moins coûteux que ses concurrents américains, a secoué les marchés : l'action du fabricant de puces Nvidia a chuté de 17% ce 27 janvier, alors que le Nasdaq 100 a reculé de 3%.

R.I

**Recette du jour**



**Le tajine algérien façon poulet aux olives**

**Ingrédients Pour 4 personnes :**

- 4 pilons de poulet ou 2 grosses cuisses
- 2 oignons
- 2 gousses d'ail
- 2 cuillères à café de gingembre moulu
- 1 cuillère à café de curcuma
- 1 cuillère à café de safran à faire infuser
- 200g de mélange d'olives vertes et violettes
- 1 ou deux citrons confits
- 1/2 bouquet de coriandre fraîche ciselée

- Pomme de terre
- Huile d'olive
- Sel, poivre

**Préparation**

1. Dans un tajine, faites revenir le poulet seul dans l'huile neutre. Le faire légèrement dorer sur toutes les faces. Retirez le poulet. Dans le plat en terre ou votre marmite.
2. Revenir les oignons finement émincés et l'ail écrasés avec de l'huile neutre (ou d'olive). Ajoutez les pilons de poulet précuits, les épices, sel,

poivre, mélangez, et le smen. Mijotez pendant 10 minutes à feu doux, puis arrosez d'environ 20cl d'eau. Couvrir, laissez réduire légèrement la sauce.

3. Incorporez les olives (dessalez préalablement les olives vertes dans de l'eau avant utilisation) coriandre fraîche ciselée et la moitié du citron confit coupé en deux ou en quatre. Couvrir de nouveau, laissez encore réduire la sauce au moins 10 minutes.

4. Servir directement le tajine dans le plat tradition-

nel en terre, ou dans un plat de service avec des pommes de terre précuites au four, puis en friture. Parsemez de coriandre ciselée et de la moitié de citrons confits pour la décoration.

**Note du chef**

Temps de préparation : 30 minutes  
Temps de cuisson : 30 minutes

Bon appétit !

**Gâteau du Jour**

**Crème brûlée à la vanille**



**Ingrédients :**

- 50 cl de crème fraîche liquide entière
  - 100 g de sucre
  - 6 jaunes d'œufs
  - 6 c. à soupe de sucre roux ou cassonade
  - 1 gousse de vanille ramequins et chalumeau de cuisine...
- Etapes de la recette**
- Coupez la gousse de vanille en deux pour extraire les graines
  - Faites chauffer la crème à feu doux avec les gousses et laissez infuser
  - Battez énergiquement les jaunes et le sucre + les

graines de vanille pour obtenir un mélange moussueux

Versez progressivement la crème tiédie et filtrée sur le mélange jaune/sucre en mélangeant en continu

Faites préchauffer le four à 160°C

Disposez la crème dans les ramequins, et mettez à cuire au bain marie 30 à 35 minutes, la crème doit trembloter comme un flan

Sortez du four, mettez les crèmes au frigo 4 heures minimum

Versez une couche de sucre sur le dessus et laissez caraméliser avec votre chalumeau.



**Conseil du jour**

**On remplace...**

Les petits beurres → Par → les biscuits aux flocons d'avoine



4 fois plus de fibres  
une collation plus saine et légère!

**Le saviez-vous ?**



Une étude révèle que le Jasmin dans votre chambre à coucher peut réduire le stress, l'anxiété, l'insomnie et la dépression.



- Améliorer l'humeur
- Améliorer les performances de votre cerveau
- Lutter contre le stress
- Booster la libido

Le parfum du jasmin renforce les effets d'une substance chimique appelée GABA sur les cellules nerveuses, ce qui soulage l'anxiété.

**Bon à savoir !**

**5 BONNES RAISONS DE BOIRE DU CAFÉ**

- Riche en antioxydants.
- Donne de l'énergie et aide à perdre du poids.
- Réduit le risque de maladies du foie.
- Améliore les performances.
- Aide la réparation de l'ADN.



**Astuce du jour:**

**La coquille d'œuf = l'extracteur de coquille d'œuf**

Levez la main si vous avez déjà essayé en vain d'enlever un morceau de coquille d'œuf avec une fourchette (ou votre doigt, soyons honnête). Il y a un moyen beaucoup plus facile, et il se trouve dans la paume de votre main. Utilisez

la plus grande partie de la coquille d'œuf pour couper le blanc d'œuf gluant et repêcher la partie tombée



**CITATION DU JOUR**

« La vie, c'est 10 % ce que vous en faites et 90 % votre façon de la prendre. »

**Le Courrier**

Quotidien national d'information  
Edité par l'Eurl Millénium Presse

**Siège social :**

Maison de la presse Kouba - Alger  
R.C. : N° 01 B 00 151 30

**Compte bancaire :**

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

**Directeur de la publication-gérant :**

Ahmed TOUMIAT  
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

**Rédaction :**

Tél. : 023 70 94 35  
023 70 94 22  
023 70 94 30  
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

**Composition :**

PAO Le Courrier d'Algérie

**« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER**

A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

**Impression :**

- Centre : SIA - Est : SIE  
- Ouest : SIO

**Nos bureaux régionaux**

**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

**Oran :**

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

**Bouira :**

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr  
redaction\_courrier@yahoo.fr



## Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

### HORIZONTALEMENT

1 - Gérante d'un hôtel - 2 - Renouvelé - Pour dans - 3 - Copulative - Congénitale - 4 - On la tient pour diriger - Élytre - 5 - En tête - Un sot entre deux seaux - Césium - 6 - Liberté d'agir - 7 - Coins chauds - Possessif - 8 - Meule - Suit le docteur dans sa spécialité - À travers - 9 - Dénouement - Géniteur - 10 - Trous muraux - Réfléchis - 11 - Conjonction - Butés - 12 - Maladie contagieuse.

### VERTICALEMENT

1 - Aventures - 2 - Double voyelle - Recueil amusant - Vipère - 3 - Rejeter - Comprimé - 4 - Tentation - Employer - 5 - Introduit en famille - Apparition - Phase lunaire - 6 - Signal d'alarme - Grugées - En métal - 7 - Victoire de Napoléon - De dos - Comme une carpe - 8 - Ville française - Ivre - 9 - Effectifs - Africain - 10 - Prince troyen - Cosse.

## Mots fléchés

Hasardeuses	Couper	Article	Gaine	Curés
Élève des oiseaux	Préfixe	Habitudes	Étoffe de soie	Fatiguées
Formulé			Canard	Réfléchi
Étain				Eau-de-vie naturelle
	Agent de liaison	Résultat		
		Éructation		
Alarmer				
Cacha		Port du Danemark		
		Irlande poétique		
Phobie	Sans chef			Met de niveau
	Plates			
		Dieu du Soleil		Pommes
		Chevilles		Archipel
Joint			Costume indien	
Manufactures			Secteur postal	
				Pieu
				Radium
Double voyelle		Amoureuse		
Crochets				
			Enzymes	

## Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

### Mal de mer (9 lettres)

G	E	M	U	T	R	E	M	A	E	S	R	U	O	C	E	E	E
G	A	E	S	I	R	P	E	U	T	E	R	R	A	N	S	C	S
T	A	R	N	I	E	R	D	S	R	A	P	E	I	O	N	E	E
R	N	L	G	N	A	N	E	T	N	E	R	A	R	A	R	T	E
E	T	E	E	A	E	G	A	I	N	E	B	U	T	P	N	N	E
I	E	N	V	T	N	R	U	P	B	U	A	S	E	I	I	N	E
T	B	I	E	E	E	T	V	O	A	M	I	N	A	S	I	S	F
R	R	R	A	P	E	I	U	C	A	D	T	R	U	R	R	E	P
U	O	B	R	T	R	R	T	A	O	A	T	O	I	E	L	E	N
O	S	I	I	T	R	S	A	A	S	N	M	P	V	I	R	E	V
C	S	M	U	A	I	V	T	T	O	I	S	A	N	T	I	A	R
E	I	O	S	A	E	E	I	C	L	A	T	O	E	L	I	E	T
L	S	Q	L	N	L	C	M	A	L	I	N	P	R	N	I	N	E
E	U	A	U	U	O	L	I	E	U	C	E	R	A	T	E	O	M
E	P	E	M	T	H	N	A	G	A	R	U	O	E	R	T	L	R
S	R	U	O	C	E	R	E	G	A	R	U	O	C	I	E	E	U
E	S	S	U	O	R	F	E	R	B	E	T	R	E	V	I	R	O
D	N	A	G	I	R	B	E	E	E	N	R	U	O	T	D	F	G

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AMAUROSE - AMERTUME - ARRET - ASPIRINE - ASTICOT - AUBAINE - AVENUE - AVERSE - BOURRASQUE - BRIGAND - BRIN - CONSORT - CONTRAINTE - COURAGE - COURS - COURTIER - DIETE - DISTANCE - EPARS - EPRISE - ETENDUE - ETIER - EVENT - FELIN - FRELON - FROUSSE - GAINE - GALET - GARGANTUA - GOURMET - LIEN - LIMITE - LIMOUSINE - MALIN - MULETA - OURAGAN - PALAIS - PERTE - RAPT - RECOURS - RECUEIL - REIN - RENTE - REPRISE - SERPENT - SORBET - TOURNÉE - VAIN - VERTEBRE - VIRTUOSE.

## Solutions du précédent numéro

### MOTS CROISÉS

#### HORIZONTALEMENT :

1. Comitiales - 2. Oraison - Ne - 3. Mât - En - R.T.A - 4. MC - St - Féru - 5. Illisible - 6. Née - Er - les - 7. Aspe - Alèse - 8. Ôta - Is - 9. Ouragan - Pt - 10. Initié - Gai - 11. Rad - Traite - 12. Eues - Ester.

#### VERTICALEMENT :

1. Comminatoire - 2. Oracles - Unau - 3. Mat - Léporidé - 4. Il - Si - État - 5. Tsé-tsé - Agit - 6. Ion - IRA - Aère - 7. An - Fb - Lin - As - 8. Reliés - Gît - 9. Entrées - Pâté - 10. Seau - Sentier.

### MOTS FLÉCHÉS

#### HORIZONTALEMENT :

Éristale - Aliéné - Me - Amère - Vous - Psi - Rusés - Do - Suer - Te - Nô - Eu - Assise - Ré - Id - Na! - Lé - Ruées - Nu - Trêve - Saï - Mess - Tiers.

#### VERTICALEMENT :

Crampons - Ute - Îles - Osiers - Osiris - Idées - Tee - Uns - Sv - Tan - Ré - En - Et - Levure - An - Té - Os - Ur - Usé - Muet - EL - Ar - Pressés - Émis.

### MOTS MASQUÉS FLACHERIE

# Les courses en direct



**HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI**  
**JEUDI 30 JANVIER 2025 - PRIX : VIEUX COPAIN - TROT ATTELÉ**  
**DISTANCE : 2 500 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30**  
**TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ**

## Codex Bourbon, Eclair de L'Elle et Colibri du Vivier, le trio gagnant

Retour à l'hippodrome de Zemmouri qui organise cette fois encore une course de Sully ouverte réservée aux trotteurs demi-sang français pour le grand plaisir des férus du trot, un pari à caractère urbain qui verra la participation de douze trotteurs qui prendront part au prix Vieux Copain sur une distance de 2500m où il y aura trois échelons de départ en conformité avec la condition ouverte de cette épreuve. Au premier poteau la présence de 7 trotteurs rapides et l'avantage pour le hongre Eclair de l'Elle qui jouera un rôle important dans cette course, et au second poteau la participation de 4 trotteurs où le hongre de 13 ans appartenant à la grande écurie L. Boudjema qui a beaucoup de moyens pour remporter cette épreuve sans oublier les deux chevaux jockey Bechardiere et Jasmine du Glanon, deux jeunes trotteuses de grande capacité physique, et au dernier échelon Colibri du Vivier qui revient à sa forme réelle des années précédentes et cela suite à sa victoire du 26 décembre sur une distance de 2600m; et voilà une course dont l'équilibre des forces en présence reste divisé quand même car nous sommes en présence d'un bon nombre de coursiers d'assez bonnes performances et d'autres moins qui se distinguent par une inconstance de résultat, ceci n'est pas sans influencer sur l'issue finale de l'épreuve où la surprise sera présente jusqu'aux dernières foulées et les derniers mètres de l'arrivée.

### LES PARTANTS AU CRIBLE

**1. DELINE GALBE.** Cette trotteuse reste sur une belle victoire lors de sa dernière tentative dans une distance courte à celle du jour, et l'avantage d'être au premier poteau, elle peut venir créer la surprise.

**2. CACTUS D'YVEL.** Absent depuis le mois d'octobre, ce hongre bai de 13 ans, sa tâche ne sera pas facile cette fois-ci.

**3. ES TU LA JAVANAIS.** Ce hongre et piloté par son efficace entraîneur driver Noureddine Tiar pas pour rien.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
Y. MEZIANI	1	DELINÉ GALBE (0)	Y. MEZIANI	2525	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	2	CACTUS D'YVEL (0)	ABM. BOUBAKRI	2525	B. SLIMI
L. BOUDJEMAA	3	ES TU LA JAVANAIS (0)	N. TIAR	2525	N. TIAR
M. BECHAIRIA	4	FANCY FREE	AM. BENDJEKIDEL	2525	PROPRIÉTAIRE
T. BELHABCHIA	5	ECLAIR DE L'ELLE	N. HADDOUCHE	2525	PROPRIÉTAIRE
B. BENSFIA	6	ESUS DE VIETTE	H. AGUENOU	2525	PROPRIÉTAIRE
M. BENDJEKIDEL	7	ELISEO DAIRPET (0)	AL. BENDJEKIDEL	2525	PROPRIÉTAIRE
A. AZZOUZ	8	DRAGA D'ALOUATTE (0)	N. MEZIANI	2550	N. TARZOUT
L. BOUDJEMAA	9	CODEX BOURBON	A. BENHABRIA	2550	N. TIAR
D. HAMANI	10	JASMINE DU GLANON	S. FOUZER	2550	R. ABDERRAZAG
HARAS EL NASR	11	JOKER BECHARDIERE (0)	SA. FOUZER	2550	R. ABDERRAZAG
M. BECHAIRIA	12	COLIBRI DU VIVIER	A. BENAYAD	2575	PROPRIÉTAIRE

**4. FANCY FREE.** Pour cette femelle son seul handicap c'est la distance de cette épreuve qui est un peu longue pour ses capacités.

**5. ECLAIR DE L'ELLE.** C'est un trotteur de grande qualité, conserve toujours une chance certaine pour venir occuper une place en haut du podium.

**6. ESUS DE VIETTE.** ce trotteur alezan a réalisé de belles performances dans des distances moins courtes à celle d'aujourd'hui et risque cette fois de ne pas pouvoir tenir la comparaison, il s'attaque à de sacrés clients.

**7. ELISEO DAIRPET.** S'attaquant à plus forte partie où sa tâche risque d'être compliquée.

**8. DRAGA D'ALOUATTE.** Ce n'est pas une trotteuse de tous les jours, elle aura pour elle à la limite de guetter un éventuel faux pas par des trotteurs les plus

appuyés au jeu.

**9. CODEX BOURBON.** C'est un hongre de qualité reconnu qui reste sur d'excellents résultats, cette fois visera la plus haute marche du podium.

**10. JASMINE DU GLANON.** Elle a réalisé une belle opération à sa dernière sortie en terminant 4e sur une distance de 2600m, elle peut venir concurrencer les meilleurs aux sprint final.

**11. JOKER BECHARDIÈRE.** Il reste dans l'argent, ce jeune hongre de 6 ans depuis le mois de novembre, il est jouable dans une large combinaison.

**12. COLIBRI DU VIVIER.** Je peux dire uniquement que ce mâle est en super forme, jouera les premiers rôles dans cette épreuve.

## DANS LE CREUX DE L'OREILLE

### MON PRONOSTIC

**9. CODEX BOURBON - 12. COLIBRI DU VIVIER - 5. ECLAIR DE L'ELLE - 10. JASMINE DU GLANON - 3. ES TU LA JAVANAIS**

### LES CHANCES

**11. JOKER BECHARDIÈRE - 1. DELINE GALBE**

## Espace : Le retour des deux astronautes coincés sur l'ISS aura lieu fin mars



SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk, va entamer une mission pour rapatrier deux vétérans de l'espace, coincés depuis juin dernier dans la Station spatiale internationale, a annoncé le président américain Donald Trump mardi soir. Butch Wilmore et Suni Williams sont arrivés sur l'ISS en juin à bord du vaisseau Starliner de l'entreprise Boeing. Ils étaient censés rester huit jours dans le laboratoire orbital, mais des problèmes techniques sur le vaisseau spatial ont incité la NASA à modifier ses plans. L'agence spatiale américaine a d'abord annoncé en août que SpaceX, entreprise rivale de Boeing, ramènerait le duo sur terre en février. Mais l'opération a encore été reportée, à fin mars. Le patron de Space X, qui a largement financé la campagne du président américain, avait déclaré auparavant que le locataire de la Maison Blanche avait demandé à SpaceX de ramener les deux astronautes "le plus tôt possible". SpaceX effectue des missions tous les six mois pour permettre la rotation des équipages de l'ISS.

## Décès d'une personne percutée par un bus à Tizi-Ouzou

Une personne est décédée mardi à Tizi-Ouzou, après avoir été percutée par un bus, rapporte un communiqué de la direction de wilaya de la Protection civile. L'accident s'est produit vers 9h43 lorsqu'une femme a été mortellement percutée par un bus sur la Route nationale 12 à hauteur de l'évitement sud de la ville de Tizi-Ouzou, a-t-on précisé de même source. Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour transférer la dépouille de la victime vers les CHU Nedir-Mohamed.

## Ouverture à Oran du Salon international du Chocolat et du Café avec la participation de 70 exposants

La sixième édition du Salon International du Chocolat et du Café "Chocaf", a été ouverte, mercredi au Centre des Conventions Ahmed-Benahmed d'Oran, avec la participation de 70 exposants, dont la plupart sont des producteurs locaux de chocolat et de produits alimentaires associés tels que les glaces et les biscuits. Le Salon connaît, principalement, la participation de producteurs locaux de chocolat, en plus d'exposants étrangers d'Egypte, Italie, Espagne, Tunisie et Cameroun, a indiqué le directeur du Salon, M. Mohamed Graïa, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture. Cet événement reflète les progrès significatifs réalisés par l'industrie du chocolat en Algérie,



ainsi que la position du pays en tant qu'un des principaux producteurs de chocolat et de produits alimentaires associés dans la région, a-t-il souligné. Le Salon "Chocaf" vise à mettre en lumière les produits locaux, à renforcer les échanges entre les entreprises algériennes et

étrangères, et à encourager l'exportation des produits nationaux, dans un contexte où le marché du chocolat en Algérie connaît une demande croissante pour des produits de haute qualité, a souligné M. Graïa. Certains exposants ont indiqué que cet événement

constitue une opportunité importante pour élargir leurs activités, leur permettant d'accéder à de nouveaux marchés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Algérie. Un des exposants locaux a souligné, à cet égard, que l'industrie du chocolat en Algérie a connu une transformation positive, ces dernières années, grâce à une prise de conscience accrue de la qualité des produits nationaux, ainsi qu'au soutien du gouvernement pour le secteur de l'industrie alimentaire. Le Salon, destiné au large public, ainsi qu'aux artisans et aux fabricants, se poursuivra jusqu'au 2 février, et les organisateurs tablent sur plusieurs milliers de visiteurs, parmi les consommateurs et des professionnels qui visiteront l'exposition pour découvrir les nouveaux produits proposés par les exposants.

## Un suspect arrêté et plus de 10.000 comprimés psychotropes saisis à Zéralda (Alger)

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté, au cours de la semaine écoulée à Zéralda (Alger ouest), un individu impliqué dans une affaire de trafic de stupéfiants, et saisi 10.051 comprimés psychotropes, indique, mercredi un communiqué des mêmes services. "Les services de sûreté de la wilaya d'Alger représentés par la brigade de la Police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Zéralda, ont arrêté, au cours de la semaine écoulée, un



individu impliqué dans une affaire de trafic de stupéfiants et saisi 10.051 comprimés psychotropes", précise la même source. Menée "sous la supervision du parquet territorialement compétent, l'opération a été enclenchée suite à l'exploitation d'une information faisant état de mouvements suspects d'un individu dans un quartier à Zéralda", selon le communiqué, ajoutant qu'à l'issue des investigations, le suspect a été arrêté, avec la saisie de 10.051 comprimés psychotropes". Le mis en cause a été présenté devant le parquet territorialement compétent, pour détention, stockage et trafic illicite de psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé, conclut le communiqué.

## Sept morts et 216 blessés sur les routes en 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 216 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sidi Bel Abbès avec deux (2)



morts et trois (3) blessés, précise la même source. Par ailleurs, les

éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 8 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauff-

fe-eau à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Blida (4 personnes) et Mostaganem (4), ajoute le communiqué, déplorant le décès d'une jeune femme par le même gaz à l'intérieur de son domicile à Batna. Les services de la Protection civile ont enregistré par ailleurs le décès d'un enfant âgé de deux ans, suite à un incendie qui s'est déclaré dans une habitation précaire dans la daïra de Ouled Fares, wilaya de Chlef, note la même source.

## Le Japon recense un nombre record de suicides chez les adolescents en 2024

Le Japon a enregistré un nombre record de suicides chez les adolescents en 2024, selon les données du ministère de la Santé publiées mercredi. Les dernières données parmi les élèves scolarisés de collège et de lycée (à partir de 11 ans) recensent 527 suicides l'an passé contre 513 en 2023, a indiqué le ministère. Le nombre total de personnes de tous âges décédées par suicide a diminué de 7,2% avec 20.268 personnes, en forte baisse par rapport au record de 34.427 cas en 2003. Le nombre de personnes de moins de 20 ans, y compris celles scolarisées, a également légèrement diminué avec 800 décès en 2024 contre 810 en 2023, selon les dernières données. "Nous prenons tout cela très au sérieux", a déclaré Keiichiro Tachibana, secrétaire général adjoint du cabinet du ministère lors d'un point de presse. "Nous continuerons à faire tout notre possible pour prendre des mesures visant à protéger la vie des enfants et à créer une société où personne ne sera contraint de se suicider", a-t-il ajouté.

## EXPRESS-HISTORIQUE La pomme de la discorde (1)

Un récit issu du patrimoine chinois

Cette histoire remonte à une époque lointaine dans la Chine antique.



Un vieillard vêtu de vêtements rustiques arriva dans une ville d'une contrée éloignée ...



Il marcha durant de nombreux jours, en proie à la fatigue, à la faim et à la soif ! Il était profondément épuisé par la longueur de ce voyage.



à suivre

## AUX POINGS

« Sans l'UNRWA, qui devra effectuer 9.500 consultations et visites médicales (...) et qui assurera la prise en charge psychologique d'un million de personnes ou encore la nourriture à 388.000 familles dépendant, pour leur survie, de l'Agence, et qui garantira le retour de 660.000 enfants palestiniens aux écoles de l'UNRWA, leur seule chance d'accéder à l'enseignement? »

**Amar Bendjama, représentant permanent auprès des Nations unies**





Dans la journée : Ensoleillé  
Vent : 26 km/h  
Humidité : 63 %



Dans la nuit : Nuageux  
Vent : 15 km/h  
Humidité : 81 %

Dohr : 13h02  
Assar : 15h50  
Maghreb : 18h15  
Ïcha : 19h36

Vendredi 1<sup>er</sup> chaâbane 1446  
Sobh : 06h22  
Chourouk : 07h51

IL SUSPEND LA FOURNITURE, AUX PAYS PAUVRES, DE TRAITEMENTS CONTRE LE VIH ET AUTRES MALADIES GRAVES

## La décision de Trump sous le feu des critiques

L'administration de Donald Trump a décidé d'interrompre la fourniture de traitements contre le VIH, le paludisme et la tuberculose aux pays soutenus par l'USAID. Une mesure dénoncée par les experts de la santé, qui craignent des répercussions humanitaires désastreuses, selon les experts.

Selon une note obtenue mardi dernier par l'agence de presse britannique Reuters, l'administration Trump a ordonné un "arrêt immédiat" des activités liées à la fourniture de traitements vitaux et de matériel médical par l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Ce gel concerne des médicaments essentiels pour le VIH, le paludisme, la tuberculose et les soins pour les nouveau-nés. Les partenaires de l'USAID, comme la société Chemonics, qui joue un rôle clé dans la distribution de ces traitements à travers le monde, ont été directement affectés par cette directive.

Cette décision s'inscrit dans une suspension plus large de l'aide humanitaire et des financements internationaux, décrétée dès l'entrée en fonction de Donald Trump le 20 janvier. L'objectif avancé par l'administration est de réévaluer l'efficacité des programmes d'aide et leur alignement avec les intérêts stratégiques des États-Unis.

Les experts alertent sur les conséquences catastrophiques de cette suspension. Atul Gawande, ancien responsable de la santé mondiale à l'USAID, a déclaré à Reuters : "Les dons de médicaments permettent de maintenir en vie 20 millions de personnes vivant avec le VIH. Cela s'arrête aujourd'hui". Il a également souligné que cette interruption pourrait entraîner l'émergence de souches résistantes aux traitements et une recrudescence des transmissions du VIH. Les organisations partenaires, qui gèrent les cliniques et les programmes de soins, se retrouvent dans l'incapacité de livrer les traitements, même si elles disposent encore de stocks. Selon Gawande, cette situation concerne également les 6,5 millions d'enfants orphelins ou vulnérables atteints du VIH dans 23 pays.



### UN COÛT HUMANITAIRE ET ÉCONOMIQUE

Les interruptions de traitement pour des maladies chroniques comme le VIH, la tuberculose et le paludisme risquent de provoquer des crises sanitaires majeures dans les pays bénéficiaires. En outre, ces suspensions menacent les efforts mondiaux de lutte contre ces pandémies, des initiatives auxquelles les États-Unis ont historiquement contribué de manière significative. Selon Reuters, cette mesure met en péril des milliards de dollars d'aide humanitaire. En 2024, les États-Unis ont alloué 72 milliards de dollars à des programmes d'aide, représentant à eux seuls 42 % de l'aide humanitaire mondiale recensée par les Nations unies.

Les décisions de l'administration Trump suscitent l'indignation, non seulement parmi les experts en santé publique, mais également au sein de la communauté internationale. Les partenaires de l'USAID dénoncent un manque de consultation et une interruption brutale qui pourrait engendrer une crise humanitaire d'une ampleur considérable.

En parallèle, Trump a placé en congé une soixantaine de hauts responsables de l'USAID, paralysant encore davantage les opérations de l'agence. Cette situation laisse les programmes d'aide sans direction claire, accentuant le chaos.

Cette pause de 90 jours, décrétée en janvier, est censée permettre une évaluation complète des programmes d'aide internationale. Toutefois, les experts redoutent qu'elle ne soit le prélude à une réduction drastique

des financements ou à une refonte des priorités qui laisseraient les pays les plus vulnérables dans une situation critique.

Alors que la communauté internationale demande des clarifications, les organisations humanitaires appellent au rétablissement rapide de ces programmes vitaux. Selon Reuters, le coût de cette décision pourrait se mesurer en vies humaines, marquant un tournant inquiétant dans la politique étrangère américaine.

Mohamed Amine Toumiat

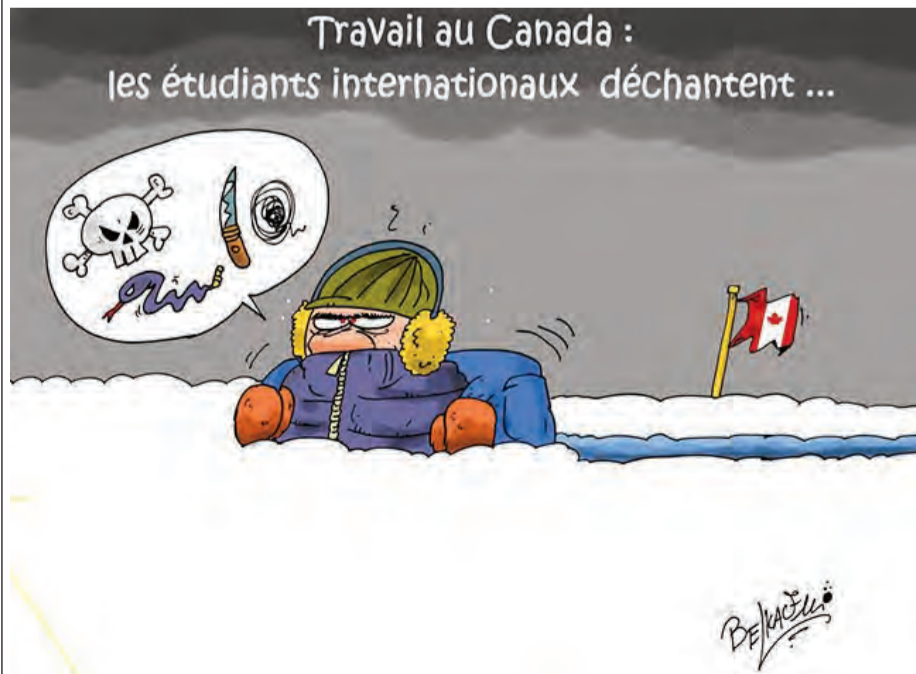
### POUR SA CONTRIBUTION HUMANITAIRE PENDANT LE COVID-19 L'Algérien Toufik Houam distingué en Italie

Les autorités de la province de Bologne en Italie ont distingué l'opérateur économique algérien, Toufik Houam, pour son don de matériel pour la prise en charge des patients durant la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 (Coronavirus), et ce dans le cadre de la solidarité entre les deux pays amis.

En effet, M. Houam avait fait don de matériel destiné à la prise en charge des patients atteints de COVID-19 dans le cadre des initiatives de solidarité et d'amitié entre l'Algérie et l'Italie. Lors de cette cérémonie de distinction, tenue au niveau de la plus grande académie des non-voyants en Italie, des extraits ont été projetés, dans lesquels l'Italie adresse ses remerciements au gouvernement et peuple algériens, pour leur élan de solidarité. Pour sa part, M. Houam a exprimé sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour « la confiance qu'il a placée dans notre produit jusqu'à son arrivée en Italie », soulignant que « la solidarité avec l'Italie intervenait au regard de sa position en tant que pays ami et frère de l'Algérie, ainsi que de l'histoire qui lie les deux pays ». Ce dernier a également indiqué que « l'Algérie était désormais un pays industriel, preuve en est l'accès des produits algériens au marché européen ». L'adjoint maire de la ville de Bologne, chargée de la coopération internationale, Mme Anna Lisa Boni, a exprimé, à son tour, « ses remerciements à l'entreprise « IMGSA » et à son propriétaire, M. Houam, pour son aide à l'Italie durant une période très difficile », relevant que « la coopération entre l'Algérie et l'Italie s'illustre dans le domaine humanitaire, ainsi que dans les efforts consentis pour son développement dans les secteurs économique et industriel », a-t-elle souligné.

L.Zeggane

### SOUS-RIRE



### LA CHRONIQUE DU JEUDI

#### UN REPORTER

#### DANS LA FOULE : Ben M'hidi et la grève des 8 jours

Parcelle d'histoire avec un « taux d'intégration » à 100% algérien. Il y a 68 ans, du 27 janvier 1957 au 3 février 1957, eut lieu une grève générale des Algériens. Cette grève a été décidée par le CCE (Comité de coordination et d'exécution) institué par le congrès de la Soummam. Sa date était dictée par la tenue de l'Assemblée générale (AG) des Nations unies qui avait inscrit la « question algérienne » à son ordre du jour et qui grâce à la résonnance de cette grève, adopta, le 15 février 1957, une résolution à l'unanimité (moins la France) reconnaissant le droit du peuple algérien à l'autodétermination. Il nous faut être encore plus précis pour permettre à notre jeunesse de mieux apprécier sa condition de vie aujourd'hui. En mangeant à sa faim. Sans avoir froid. En allant à l'école et en se faisant soigner gratuitement. Sans subir la haine des colons (qui se poursuit aujourd'hui en France). Tout ceci n'est pas le fait du hasard. C'est le résultat du sacrifice, souvent suprême, de leurs aïeux. Et si tout n'est pas encore parfait, ce n'est qu'une question de temps. L'état de dégradation du pays et de la société algérienne à l'indépendance, était tel qu'il faut du temps pour bien « reconstruire ». C'est un autre débat que nous aborderons dans une prochaine édition. Revenons à la grève. Déclenchée le 1er Novembre 1954, la guerre de Libération nationale était considérée, par la propagande française, comme étant le fait de brigands (fellagas) sans aucun lien avec la population musulmane comme ils nous désignaient. Donc et parallèlement à l'action militaire, les dirigeants de la guerre de libération se devaient de répondre à cette propagande coloniale. Comment ? En permettant au peuple de participer à cette lutte. C'est ainsi que le 20 août 1955, Zighout Youcef, le successeur du Chahid Didouche Mourad, organisa l'offensive du Nord-Constantinois. Des milliers d'Algériens excédés par les sévices qui leur étaient infligés par le colonialisme se sont lancés à l'assaut des villes et villages bastions de l'occupation étrangère. La répression fut atroce. Résultat : l'AG de l'ONU a inscrit « la question algérienne » à l'ordre du jour de sa réunion du 30 septembre 1955. La seconde démonstration de l'adhésion populaire à la lutte de libération fut la grève des étudiants « français-musulmans » du 19 mai 1956. La thèse du pouvoir colonial sur la version des « brigands » du 1er Novembre 1954 s'effilo-chait de plus en plus. Le congrès de la Soummam du 20 août 1956 a décidé de tordre le cou, une fois pour toutes, à cette thèse. Pour cela, il fallait impliquer le peuple dans sa totalité. C'est ce qu'a fait le CCE en décidant la grève des 8 jours dans les grandes villes. À ce propos, il faut préciser que l'action militante dans une ville est plus visible à l'international grâce à la présence en ces lieux de journalistes étrangers. Bien plus que les actions héroïques dans les maquis. Et lorsque l'action militante a lieu dans la capitale, l'effet est à plus forte résonance. Comme ce fut le cas pour « la bataille d'Alger ». La grève des huit jours est dite « des commerçants ». Pour une raison simple. Les Algériens salariés formaient une infime minorité. Les autres, la grande majorité, se rabattaient sur le commerce pour subvenir aux besoins de leurs familles. Il n'empêche que des secteurs comme les dockers, les receveurs des transports, la poste, les employés d'entretien des hôpitaux, les éboueurs, c'est-à-dire « les salariés des bras », tous ont suivi, avec les commerçants, la grève que dirigeait à partir de la Casbah, le chahid Ben M'hidi. En Algérie toutes les villes étaient « mortes » durant la grève. Ce fut un succès total. Ben M'hidi sera arrêté et assassiné par l'armée française le 4 mars 1957. Ce sont ces sacrifices qui permettent à notre jeunesse de mesurer la force de leurs grands-parents pour sortir de la misère et de l'indignité. Il faut du temps pour avoir plus de bien-être. Ce n'est pas uniquement l'affaire de l'État. Tout le monde doit se mettre au travail. Tout le monde doit fournir plus d'efforts. Tous sans exception !

Zouhir Mebarki  
zoume600@gmail.com